



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS
DE L'UEMOA A FIN AOUT 2020**

Décembre 2020



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE
L'UEMOA A FIN AOUT 2020**

Décembre 2020

SOMMAIRE

	Pages
PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1. Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	7
1.3. Marchés des matières premières	9
1.4. Marchés financiers mondiaux	11
II. ACTIVITÉS ECONOMIQUES DANS L'UEMOA	14
2.1. Production de biens et services	14
2.2 . Inflation	18
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE	19
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	19
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	20
3.3. Liquidité bancaire	21
3.4. Situation monétaire	22
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA	25
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	25
4.2. Marché des titres de la dette publique	25
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	27
5.1. Environnement international	27
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	32
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	33
5.4. Perspectives d'inflation	34
ANNEXES STATISTIQUES	36

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1- Évolution récente

L'activité économique mondiale a poursuivi sa tendance haussière. La demande accumulée pendant la première vague de Covid-19 et l'aide offerte par plusieurs gouvernements pour soutenir le revenu des ménages expliquent cette reprise. L'activité économique mondiale s'est renforcée, notamment dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA. Les soutiens budgétaire et monétaire, mis en place par les Etats et les banques centrales, continuent de maintenir la relance. Aux États-Unis, la croissance de l'activité économique s'est ralentie, la résurgence de coronavirus ayant freiné la bonne marche de l'économie (ralentissement des dépenses de consommation, du fait des incertitudes sur l'appui de l'Etat, et de la production industrielle). Dans la zone euro, l'activité économique a maintenu son regain de dynamisme, mais d'ampleur plus faible, avec un rythme de progression de la demande moins élevé. L'économie britannique renforce sa reprise en août 2020, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure, du fait de soutiens budgétaires. Au Japon, la reprise économique se poursuit, en lien avec le regain de dynamisme de la production industrielle et l'amélioration de la confiance des consommateurs. Au niveau des pays émergents, l'activité économique continue sur sa tendance haussière, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de soutien à la demande. En particulier, en Chine, l'économie consolide sa reprise, avec la hausse de la production industrielle pour un cinquième mois consécutif et de la demande privée. Dans ce contexte, les actions des banques centrales ont été orientées vers la réduction du coût de crédit au secteur réel, via les achats de titres publics et privés. Les banques centrales s'efforcent à contenir l'impact économique de la Covid-19 et asseoir les conditions d'une reprise solide, durable et généralisée. Durant le mois sous revue, les banques centrales des pays émergents (Brésil et Mexique) ont accru leur soutien à l'économie, en baissant le taux directeur à un plus bas niveau historique.

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont renforcé leur tendance haussière durant la période sous revue, sous l'effet de la reprise de la demande mondiale. En outre, les cours des produits alimentaires importés ont augmenté, en lien avec les inquiétudes relatives à la production, notamment aux Etats-Unis. Les marchés financiers mondiaux ont accentué, au cours du mois d'août 2020, leur profil haussier. Les investisseurs ont été rassurés par les espoirs de découverte d'un vaccin contre la Covid-19, ainsi que l'amélioration plus forte que prévu de l'activité manufacturière en Chine, aux Etats-Unis et en zone euro. La monnaie européenne s'est appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères, notamment celles des pays avancés (Etats-Unis, Nouvelle-Zélande, Japon, etc.), en relation avec la perspective de mise en œuvre du fond de relance européen. Au niveau de l'Afrique de l'Ouest, le franc CFA s'est renforcé par rapport aux monnaies des autres pays de la région.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs à fin août 2020 de la conjoncture font ressortir un repli de l'activité économique, suite à la situation politique au Mali, avec les sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO, qui ont affecté d'autres pays de l'Union (Sénégal, Côte d'Ivoire, etc.). L'assouplissement des mesures de restrictions prises par les Etats pour contenir la propagation de la Covid-19, ainsi que des retombées des efforts de soutien des Etats et de la BCEAO ont exercé un effet modérateur. Quant à l'inflation, elle a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, tirée essentiellement par l'accroissement des prix des produits alimentaires,

impactés par l'insuffisance de l'offre sur les marchés. Au plan de la conjoncture monétaire et financière de l'UEMOA, les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont poursuivi leur détente, en lien avec la mise en œuvre des mesures exceptionnelles prises par la BCEAO pour accroître le financement de l'économie réelle à moindre coût. La masse monétaire s'est renforcée, avec la consolidation des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents et des actifs extérieurs nets. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 75,8%, après 73,7% le mois précédent.

2- Perspectives

L'activité économique mondiale poursuit sa reprise. Le déconfinement progressif dans plusieurs pays a permis la bonne animation du marché de travail et le retour à la normale de l'activité au niveau des industries et des services. Le maintien des soutiens budgétaire et monétaire a renforcé la tendance. Toutefois, une deuxième vague du virus à grande échelle dans le monde pourrait être à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique. Cette source d'incertitudes a été confirmée par la flambée de nouvelles infections, notamment aux Etats-Unis, en Asie, en Europe et en Afrique. La volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme, l'instabilité politique et le regain de tensions commerciales constituent également des risques baissiers. Du côté positif, des avancées en termes de vaccins et de traitements, ainsi que les changements du mode de travail et dans les modes de consommation, permettant de réduire la transmission, pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. Les actions vigoureuses entreprises soutiendraient la reprise de l'économie mondiale et augmenteraient la résistance du système financier, tout en apportant une protection face aux risques baissiers. A cet effet, à la suite de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE), le Fonds Monétaire International (FMI) a révisé à la hausse sa prévision de croissance de l'économie mondiale à -4,4% en 2020 (+0,5 point), suivie d'une reprise à partir de 2021.

Au plan interne, sur le troisième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une dynamique favorable, avec la hausse de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. Les activités de l'ensemble des secteurs augmenteraient, avec l'accroissement de la demande intérieure et extérieure, ainsi que la reprise de certaines activités (transports, tourisme, etc.), précédemment limitées du fait de la pandémie de la Covid-19. Les mesures prises par les autorités monétaires de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs et l'alignement de l'offre de la monnaie centrale aux besoins des banques, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, ainsi que les plans de riposte et de relance des Etats renforceraient la vigueur de la croissance. La tendance haussière de l'activité serait toutefois affaiblie par la dégradation du climat sécuritaire, social et politique, ainsi que la baisse des investissements privés et publics, qui continue de pénaliser la conjoncture au niveau des bâtiments et travaux publics.

A cet effet, selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats des enquêtes de conjoncture et les dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation annuelle, renouerait avec une croissance positive au troisième trimestre 2020 (+0,6%) et se consoliderait au quatrième trimestre (+1,0%). Les performances économiques au troisième trimestre 2020 seraient tirées par la bonne tenue des activités commerciales, industrielles et de services, du fait de la levée des restrictions imposées par les Etats et de la mise en œuvre de plans de relance. Le secteur des

bâtiments et travaux publics continue sur son profil baissier, en ligne avec la baisse des importations des biens d'équipement et des crédits à moyen et long termes. Sur l'année en cours, il est attendu un affaiblissement des performances économiques, avec un taux de croissance de +0,9%, après une réalisation de 5,8% en 2019.

Du côté de l'inflation, sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement +2,9% en septembre, +3,4% en octobre et +3,2% novembre, puis à 3,0% en décembre 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés par les produits locaux. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +2,3%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous l'influence de l'accroissement des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Activité économique dans le monde

En août 2020, l'activité économique mondiale s'est poursuivie sur sa tendance haussière, malgré l'aggravation de la situation sanitaire. La demande accumulée pendant la première vague de Covid-19 et l'aide offerte par plusieurs gouvernements pour soutenir le revenu des ménages expliquent cette reprise. L'activité économique mondiale s'est renforcée, notamment dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA. Les soutiens budgétaire et monétaire, mis en place par les Etats et les banques centrales, continuent de maintenir la relance.

Aux États-Unis, la croissance de l'activité économique a été entamée par la résurgence de coronavirus. La production industrielle a, certes, augmenté pour le quatrième mois consécutif mais à un rythme plus faible (+0,4% après +3,5% en juillet 2020, selon la FED). Les dépenses de consommation des ménages ont ralenti (+1,0% en août, après +1,5% en juillet et 8,4% en juin 2020). La nette décélération est liée à la baisse du niveau de confiance des consommateurs qui n'ont pas de visibilité sur l'appui de l'Etat malgré la persistance de l'épidémie de coronavirus. Dans la **zone euro**, la reprise économique se maintient, mais à un rythme plus faible, en liaison avec le ralentissement de la demande, qui avait bondi dans le sillage de la levée des mesures de confinement. A cet effet, l'activité du secteur privé est marquée par une nette décélération (51,6 points en août contre 54,9 points en juillet). La faiblesse de la demande a été provoquée par la pandémie de la Covid-19, avec l'augmentation des cas de contaminations dans plusieurs pays de la zone euro. Parmi les principales économies de la zone euro, la France (51,7 points contre 57,3 points) et l'Allemagne (53,7 points contre 55,3 points) enregistrent des performances en baisse. L'accroissement des ventes au détail (+4,4% après -1,8% en juillet 2020) a exercé un effet amplificateur. L'économie **britannique** renforce sa reprise en août 2020, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure, les mesures de soutien budgétaire ayant compensé l'accélération des suppressions d'emploi dans les services et le secteur manufacturier. En effet, les ventes de détail ont poursuivi leur tendance haussière entamée en mai 2020 (+0,7% après des hausses de 12,3%, 13,9% et 3,6%, en mai, juin et juillet 2020). **Au Japon**, la reprise économique se poursuit, en lien avec le regain de dynamisme de la production industrielle (+1,7% en août après +8,7% et 1,9% en juillet et juin, respectivement), le maintien de la confiance des consommateurs (indice de confiance à plus de 49,0 points pour le deuxième mois consécutif) et la bonne tenue de la demande intérieure (Indice PMI des services restant supérieur à 45,0 points). L'atonie du commerce international, signe que le chemin de la reprise économique mondiale sera long et incertain, a réduit les performances de l'économie du Japon durant le mois d'août 2020, largement en dessous de la situation de la même période de l'année 2019 (baisse de 13,3% pour la production industrielle).

Au niveau des pays émergents, l'activité économique continue sur sa tendance haussière, avec l'ouverture des économies à travers le monde et les mesures de relance mises en oeuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire. Ces efforts ont soutenu la demande intérieure. En **Chine**, l'économie consolide sa reprise, en liaison avec l'amélioration progressive de la demande post-crise sanitaire et les mesures de soutien engagées par le gouvernement, celles-ci ayant permis d'atténuer le déclin, en rythme annuel, de l'investissement en actifs immobilisés sur la période janvier-août 2020. La production industrielle a, pour le cinquième mois consécutif, augmenté (+5,6% en août, après +4,8% en juillet et juin). La consommation privée a entamé sa reprise, avec la hausse des ventes de détail (+0,5%), mettant fin à sept mois consécutifs de contraction. **En Inde**, avec l'assouplissement en début juin 2020 des restrictions sanitaires, l'activité

économique a renoué avec une tendance haussière, en lien avec la bonne tenue de la demande intérieure, celle en provenance de l'étranger restant toujours faible. En effet, l'activité du secteur manufacturier a connu une forte hausse en août 2020, l'indice PMI (52,0 points après 46,0 points en juillet), repassant dans la zone de croissance (supérieur au seuil de 50 points). Le **Brésil**, tirant profit de la hausse des cours des produits de base et de la demande intérieure, a renforcé sa reprise en août 2020. L'indice PMI du secteur manufacturier ressort à 64,7 points après 58,2 points, s'installant dans la zone de confort de la croissance. Cette tendance de mai à août 2020 de la production industrielle confirme la reprise, après l'effondrement lié à la pandémie de coronavirus. L'économie a poursuivi sa reprise **en Afrique du Sud** depuis juin 2020, avec la levée des mesures sanitaires ayant mis à l'arrêt de pans entiers de l'économie (tourisme, mines, industries, etc.). L'indice PMI du secteur manufacturier s'est renforcé, en passant de 51,2 points en juillet à 57,3 points en août 2020. Toutefois, la persistance de la crise sanitaire ayant occasionné la mort de 16.283 personnes au 25 septembre 2020 et la dégradation des conditions financières ayant aggravé l'endettement des ménages et entreprises limitent l'ampleur du rebond de l'économie sud-africaine. La Banque centrale anticipe désormais une baisse du PIB de 7,3% en 2020, au lieu d'un repli 7,0%, 6,1% et 0,2%, respectivement attendus en mai, avril et mars 2020. **En Russie**, l'activité économique continue sur son profil haussier, soutenu par la bonne tenue des cours du pétrole et les mesures de soutien à l'économie face à la pandémie de la Covid-19. A cet effet, la production industrielle reste en nette progression (+2,9% après +2,4% et +3,4% en juin et juillet 2020). Dans les pays voisins de l'Union, la conjoncture économique reste en territoire négatif mais en net redressement. En particulier, au **Nigeria**, avec la hausse des cours du pétrole et la levée de restrictions d'activité liées à la pandémie de la Covid-19, le secteur privé maintient une tendance haussière pour s'éloigner du creux d'avril 2020 (indice PMI composite passant de 42,9 points en juillet à 46,4 points en août 2020). Toutefois, au regard des contre-performances de l'économie au premier semestre 2020, la Banque centrale du pays projette un repli de l'activité économique de 3,4% en 2020, la croissance positive intervenant au plus tôt au quatrième trimestre 2020.

1.2. Actions des banques centrales

Au cours de la période sous revue, les banques centrales à travers le monde continuent de maintenir, voire renforcer, l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour contenir l'impact économique de la Covid-19 et asseoir les conditions favorables pour une reprise solide, durable et généralisée de l'activité. Les actions ont été orientées vers la réduction du coût de crédit au secteur réel, via les achats de titres publics et privés.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (FED) a, le 10 août 2020, fixé les besoins de fonds propres supplémentaires pour les grandes banques américaines. Ces exigences de fonds propres supplémentaires, une première pour la FED, s'appliqueront dès le 1^{er} octobre 2020. La FED a également décidé de limiter les dividendes des grandes banques et de leur interdire les rachats d'actions jusqu'au quatrième trimestre 2020 au moins, afin de s'assurer qu'elles disposent de capitaux suffisants. La FED a, le 27 août 2020, dévoilé une nouvelle stratégie de politique monétaire visant à ramener les Etats-Unis au plein emploi et à favoriser la remontée de l'inflation. Ces objectifs ambitieux interviennent dans une période marquée par la persistance de faibles croissance et inflation. A cet effet, la FED visera une inflation de 2% en moyenne sur la durée. Au besoin, elle pourrait laisser, pendant un certain temps, les prix à la hausse pour compenser des périodes d'inflation inférieure à l'objectif (+2,0%). La FED s'engage à faire en sorte que les Etats-Unis ne s'éloignent pas d'un objectif large et inclusif d'emploi maximal, une expression qui fait référence à l'égalité raciale et à son rôle dans la croissance économique. La FED reconnaît toutefois que les

risques à la baisse sur l'emploi et l'inflation ont augmenté. Dans ce sens, elle promet d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour atteindre ses objectifs.

En **zone euro**, la Banque centrale européenne (BCE) estime que l'économie croît conformément à la trajectoire anticipée en juin 2020. Le programme d'achat d'obligations mis en place pour faire face à l'urgence de la pandémie fonctionne comme prévu. La BCE travaille notamment sur l'utilisation de la politique monétaire dans la lutte contre le réchauffement climatique. La **Banque d'Angleterre (BoE)** a, le 6 août 2020, laissé inchangés ses taux directeurs à 0,1% et programme d'achats d'obligations sur les marchés à 745,0 milliards de livres sterling. La BoE anticipe désormais que l'économie ne retrouvera pas son niveau de la fin de 2019 avant la fin de 2021. Pour rappel, en mai 2020, elle avait évoqué la possibilité que ce niveau soit atteint dans le courant du second semestre de l'année prochaine. La BoE dispose de plus de ressources pour soutenir l'économie après le choc sans précédent lié à la Covid-19. La BoE estime que les achats massifs d'obligations sont plus efficaces en temps de crise.

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu son objectif de taux d'intérêt à court terme à -0,1% et son engagement à encadrer les rendements à long terme autour de zéro. Elle n'a apporté aucun changement à ses programmes de rachats d'actifs et de prêts, afin d'alléger les pressions auxquelles font face les entreprises. La BoJ a indiqué être prête à renforcer son soutien monétaire si nécessaire, afin de juguler les effets économiques de la crise sanitaire.

Au niveau des **pays émergents**, la Banque populaire de Chine (BPC) a, le 17 août 2020, prolongé une facilité de crédit à l'intention des institutions financières du pays sans en modifier le taux. L'institut d'émission annonce une injection de 700 milliards de yuans (85 milliards d'euros) pour sa facilité de crédit à moyen terme (MLF) sur un an, dont le taux reste fixé à 2,95%. Cette nouvelle injection de fonds dépasse largement le montant total des deux lots de prêts précédents disponibles dans le cadre de cette même facilité de crédit, d'un montant total de 550 milliards de yuans, qui est parvenue à expiration au mois d'août 2020. La Banque centrale de **Brésil** a, le 5 août 2020, procédé à la neuvième réduction consécutive de son taux directeur de 0,25 point de pourcentage, à 2,0%. Ces actions visent à relancer l'économie brésilienne pénalisée par la crise du coronavirus. La Banque centrale envisageait des baisses supplémentaires lors des réunions futures, en fonction de l'impact qu'aura la pandémie sur la première économie d'Amérique latine. La Banque centrale de **Mexique** a, le 13 août 2020, procédé à la dixième réduction consécutive de son taux directeur de 0,50 point, à 4,5%. Ces actions visent à relancer l'économie du Mexique, largement impactée par la crise de coronavirus (PIB en baisse de 17,3% au deuxième trimestre 2020).

Dans la sous-région ouest africaine, la Banque Centrale du Nigeria (CBN), dans le souci de stimuler une économie, tirée à la baisse par les bas niveaux des prix du pétrole et la crise de la Covid-19, a, le 20 juillet 2020, maintenu l'orientation accommodante de sa politique monétaire, après avoir revu à la baisse, le 28 mai 2020, son taux directeur de 100 points de base, à 12,5%. De même, la Banque du Ghana (BoG) a, lors de réunion du 27 juillet 2020, maintenu son principal taux directeur à 14,5%, après la baisse de 150 points de base intervenue le 18 mars 2020. La Banque centrale de Gambie a, le 28 mai 2020, réduit son taux directeur de 200 points de base, à 10,0%, un niveau en vigueur durant le mois sous revue. Les banques centrales des autres pays de l'Afrique de l'ouest n'ont pas imprimé de changement à leurs taux directeurs (Liberia : 25,0%, Sierra Leone : 15,0%, Guinée : 12,5% et Gambie : 10,0%). **Au niveau de la Zone CEMAC**, la BEAC, avec les facteurs de risque pesant sur la stabilité monétaire de la région, a décidé de maintenir inchangés ses taux d'intérêt, après le repli de 25 points de base, à

3,25% le 27 mars 2020. La BEAC a, le 22 juillet 2020, lancé des opérations de rachats de titres publics, sur le marché secondaire, pour un montant total de 600 milliards de francs CFA, sur une période de 6 mois, renouvelable au besoin.

1.3 – Marchés des matières premières

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont renforcé leur tendance haussière durant la période sous revue, sous l'effet de la reprise de la demande mondiale. De même, les cours des produits alimentaires importés ont augmenté.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union accusent un accroissement de 6,7%, après une réalisation de +2,2% en juillet 2020, du fait du regain de la demande mondiale. En effet, depuis mai 2020, l'activité industrielle a redémarré dans les principales économies du monde, avec l'assouplissement des mesures de restrictions dues au coronavirus. En particulier, en Chine, l'activité industrielle continue sur sa tendance haussière pour le cinquième mois consécutif en août 2020. Les hausses des prix concernent les produits non énergétiques (+6,9% après +1,8% en juillet 2020), accentuées par la poursuite du redressement des produits énergétiques (+5,2% contre +5,4% en juillet 2020).

L'accroissement des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'Union concerne l'ensemble des produits de base, à l'exception de l'uranium dont les cours continuent sur le profil baissier. Les hausses les plus importantes touchent les produits alimentaires (cacao:+11,7%, café : +7,9% et huiles : +6,5%), les métaux précieux (or : +6,8%) et les autres matières premières (caoutchouc : +7,3% et coton:+2,1%).

Les prix du **cacao** sont soutenus par la baisse de l'offre et la hausse de la demande mondiale. En effet, les arrivages de fèves aux ports ivoiriens ont totalisé 2,1 millions de tonnes (Mt) entre le 13 septembre et le 1^{er} octobre 2020, soit une baisse de 5,4% par rapport au niveau enregistré la même période de l'année dernière. En outre, au Nigeria, la production de cacao chuterait d'au moins 20% cette campagne 2020/2021, les mesures visant à freiner la propagation de la Covid-19 et le temps plus sec augmentant les chances d'une mauvaise récolte. Enfin, les incertitudes sociopolitiques en Côte d'Ivoire, avec la tenue des élections en octobre 2020, qui entraveraient l'approvisionnement des marchés, ont induit des achats anticipés de nombreux broyeurs en Europe et aux Etats-Unis. Les **prix du café** maintiennent leur progression au cours de la période sous revue, en lien avec la reprise de la demande mondiale, dans un contexte d'incertitude concernant la production de robusta en Asie où la campagne actuelle tire à sa fin. En outre, les difficultés persistantes au niveau des récoltes dans certains pays d'Amérique Centrale, dont le Costa Rica et le niveau de production pour 2020 au Brésil inférieur aux prévisions annoncées par les exportateurs et les traders accentuent la tendance. Les **cours des huiles** progressent, en lien avec la baisse des stocks dans certains pays asiatiques comme la Malaisie, ainsi que de la production en l'Indonésie et en Malaisie. Le regain de tensions diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine, les incertitudes liées à la crise sanitaire et la faiblesse du billet vert ont favorisé les **cours de l'or**. L'envolée des prix **du caoutchouc** est liée à une demande plus élevée de la Chine, du fait de la reprise du marché automobile, ainsi que de la mise en œuvre de l'accord commercial sino-américain, avec l'engagement du respect de la première phase. Les inquiétudes concernant le resserrement de l'offre de la Thaïlande, en raison d'une pénurie de main-d'œuvre suite à la pandémie de la Covid-19, ont accentué la tendance. Les **cours du coton** augmentent, en raison notamment de la

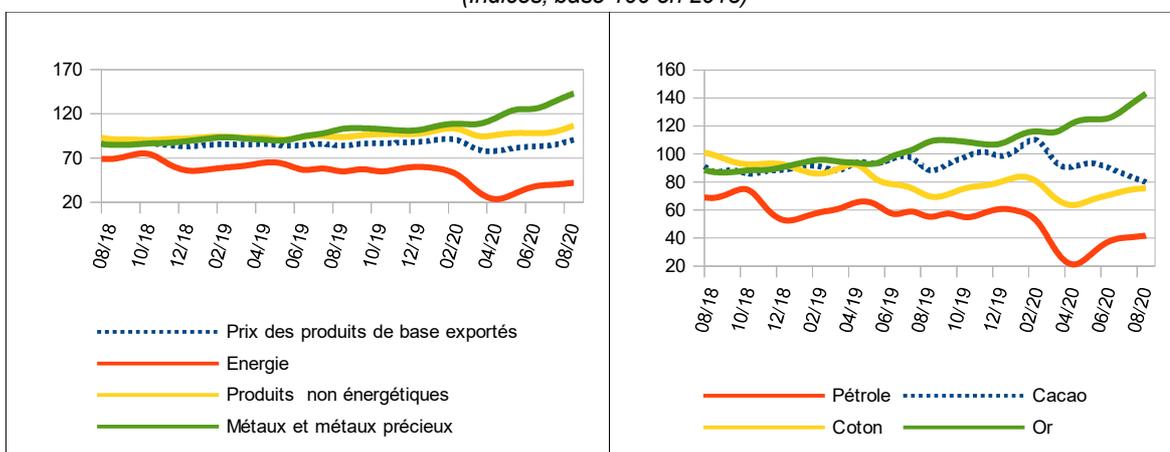
chute du dollar, du regain de la demande chinoise et des mauvaises perspectives de récoltes. La production de coton serait impactée par les conditions météorologiques défavorables et le recul des surfaces emblavées dans les principales régions de production.

Le maintien du profil haussier des prix de l'énergie est imputable au pétrole. Les cours du pétrole ont été portés par l'optimisme lié aux recherches sur la Covid-19, le passage de l'ouragan Laura qui a occasionné de coupures de production massives dans le Golfe du Mexique, l'espoir d'une plus forte demande de la Chine, premier importateur mondial, et aux Etats-Unis, ainsi que les perspectives de la baisse de la production des pays membres de l'OPEP+, avec le volume record produit de mai à juillet 2020.

En revanche, les cours de l'uranium continuent d'être impactés par la limitation de la demande iranienne, du fait du dépassement de stock autorisé, ainsi que de la baisse de la production de l'électricité nucléaire en France, dans un contexte de reprise de la production d'uranium au Niger.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA

(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

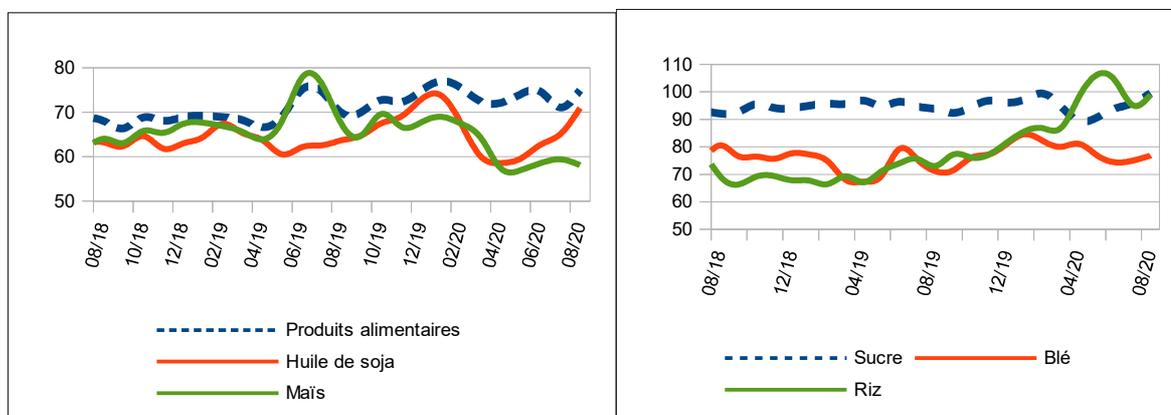
Par rapport à août 2019, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 7,9%, après une réalisation de -1,0% le mois dernier. Les accroissements des cours concernent tous les produits de base non énergétiques, à l'exception de la noix de cajou (-46,7%), du caoutchouc (-7,2%), des phosphates (-1,4%) et du bois (-1,0%). Les accroissements les plus importants sont localisés au niveau de l'or (+31,5%), des huiles (+25,1%) et de l'uranium (+24,1%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont augmenté de 2,5% au cours de la période sous revue, après une réalisation de -1,3% en juillet 2020. Cet accroissement concerne l'huile de soja (+9,1%), le riz (+4,0%), le sucre (+3,9%) et le blé (+2,5%). La baisse des prix du maïs (-2,5%) a exercé un effet modérateur.

Les prix de l'huile de soja et du blé sont portés par une demande soutenue sur le marché mondial et les inquiétudes sur les récoltes aux États-Unis. Quant aux cours du riz, ils sont soutenus par la multiplication des commandes de produits agricoles par la Chine, les mauvaises perspectives de récoltes, notamment en Thaïlande et au Bangladesh, et les problèmes logistiques en Inde. Le recul de la production de sucre imputable à une grave sécheresse en Thaïlande, deuxième exportateur mondial de ce produit, et la hausse des prix du pétrole brut ont renforcé les cours du sucre.

En revanche, les cours internationaux du maïs sont influencés par la hausse attendue de la production, notamment en Europe et au Brésil.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union
(Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 7,3%, après une baisse de 2,0% le mois dernier. Ces prix sont tirés principalement par l'accroissement des cours du riz (+35,6%), de l'huile de soja (+11,4%), du blé (+8,0%) et du sucre (+6,2%). Le repli des prix du maïs (-13,6%) a amoindri la tendance haussière des cours des produits alimentaires.

1.4 - Marchés financiers mondiaux

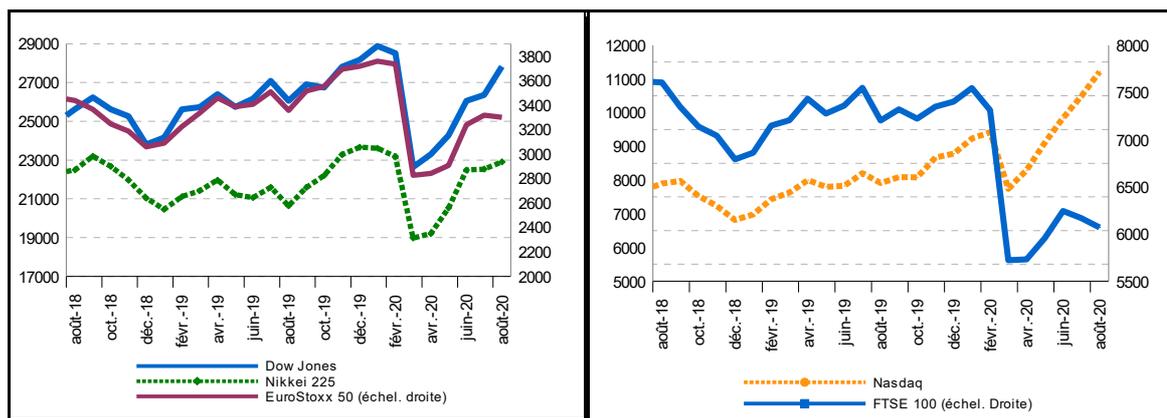
Les marchés financiers mondiaux ont renforcé, au cours du mois d'août 2020, leur profil haussier. Les investisseurs ont été rassurés par les espoirs de découverte d'un vaccin contre la Covid-19, l'amélioration plus forte que prévu de l'activité manufacturière en Chine, aux Etats-Unis et en zone euro, ainsi que les espoirs d'un accord sur un plan de soutien à l'économie américaine face à la pandémie de coronavirus. La nouvelle stratégie de la FED qui augure un maintien prolongé de taux d'intérêt quasi-nuls, ainsi qu'une tolérance accrue à une inflation supérieure à 2,0%, a amplifié cette tendance. En revanche, le regain de tensions entre les Etats-Unis et la Chine, la persistance des craintes entourant l'évolution de la situation sanitaire freinant la prise de risque, ainsi que les chiffres de l'emploi aux Etats-Unis jugés insatisfaisants ont modéré la hausse des indices boursiers.

1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers internationaux se sont consolidés, dans leur ensemble, en août 2020, y compris ceux des pays africains (NSE du Nigeria : +3,2%, FTSE/JSE d'Afrique du Sud : +0,2% et Madex du Maroc : +0,2%), à l'exception des places de l'UEMOA (-1,2%) et du Ghana (-0,3%). Les indices Dow Jones et Nasdaq, principaux indices boursiers des Etats-Unis, ont augmenté respectivement de 5,5% et 6,9% en août 2020. La bonne tenue des valeurs technologiques, l'initiative de Donald Trump en faveur des chômeurs américains et les mesures prises par la FED pour atténuer les dommages provoqués par la crise de coronavirus, ont particulièrement soutenu la bourse de New-York. En Europe, les investisseurs sont partagés entre la bonne tenue de l'activité manufacturière, l'amélioration du climat des affaires, les prévisions pessimistes de la

Banque d'Angleterre et la persistance de tensions entre les Etats-Unis et la Chine. Ainsi, l'Euro Stoxx 50 de la zone euro s'est soldé par un repli de 0,6%. Quant au FTSE 100 du Royaume-Uni, il s'est replié de 1,6% en août 2020. Par ailleurs, le Nikkei 225 de la bourse du Japon a enregistré une progression mensuelle de 1,7%, en lien avec les avancées vers un traitement de coronavirus, l'amélioration du climat des affaires dans les secteurs des services et des fabricants de semi-conducteurs. Les perspectives de reprise dans le secteur de la production industrielle mondiale plus solides ont renforcé la tendance.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (points)



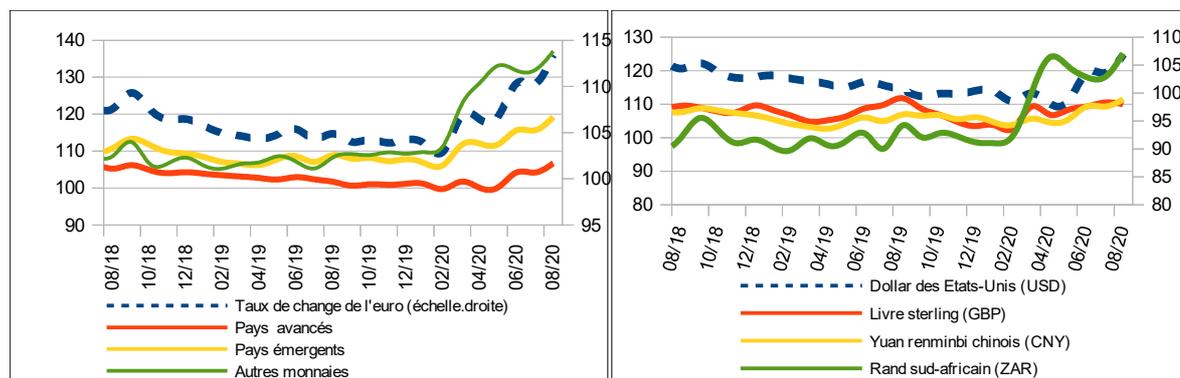
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

La monnaie européenne s'est appréciée à l'égard des principales monnaies étrangères. Elle a été tirée par la conclusion de l'accord sur le fonds de relance européen et l'espoir d'une reprise plus rapide en zone euro. L'appréciation notée face aux devises des pays avancés concerne notamment le dollar des Etats-Unis (+3,2%), le dollar néo-zélandais (+3,0%) et le yen japonais (+2,5%). En particulier, le dollar des Etats-Unis a été affaibli durant la période sous revue, en raison des incertitudes liées à la mise en œuvre de l'accord commercial, de la politique ultra-accommodante de la Réserve fédérale et du creusement des déficits américains. Au total, l'indice du taux de change de l'euro s'est accru de 2,4% vis-à-vis des devises des pays avancés. Cette tendance haussière a été accentuée par le renforcement de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays, notamment ceux des producteurs de pétrole (+3,9%) et les monnaies des principaux pays émergents (+3,1%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)



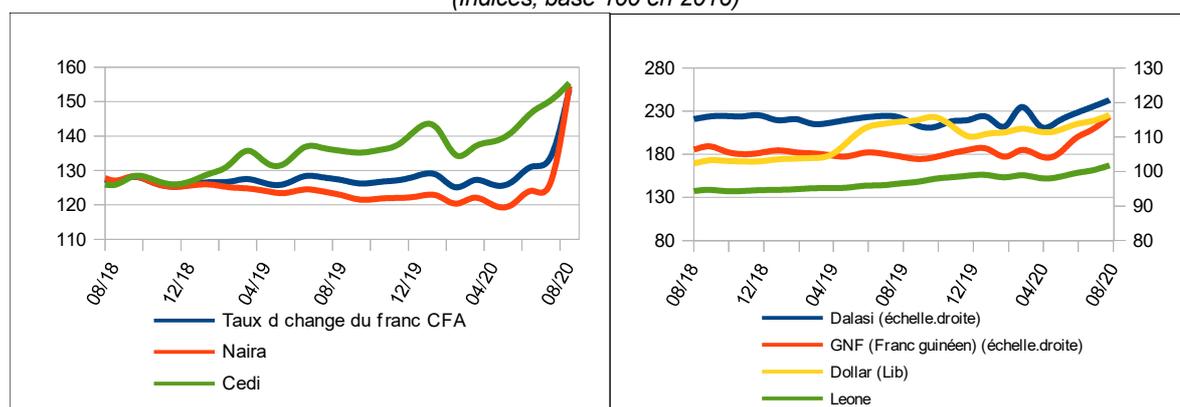
Sources : BdF, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2019, l'indice de taux de change de l'euro par rapport aux principales devises étrangères s'est accru de 8,1%, en liaison avec l'appréciation de la monnaie européenne par rapport à celles des autres pays, dont ceux producteurs de pétrole (+26,6%), les pays émergents (+9,5%) et les pays avancés (+4,9%).

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est apprécié de 14,8% par rapport aux monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les hausses concernent l'ensemble des monnaies de la sous-région. Les accroissements varient de +1,7% pour le dalasi gambien et +22,3% pour le naira nigérian, dont +3,4% pour le cedi ghanéen et +3,5% pour le franc guinéen. En particulier, la dépréciation du naira tient à la rareté du dollar américain liée à la baisse continue des réserves extérieures du Nigeria. De façon générale, la hausse de l'euro, monnaie d'ancrage du franc CFA, et les bonnes perspectives de l'activité économique dans la zone UEMOA ont renforcé la monnaie commune.

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est renforcé de 20,8%, avec des hausses allant de +4,4% pour le dalasi gambien à +25,8% pour le naira, dont +14,5% par rapport à la devise ghanéenne, +14,3% face au leone et +11,2 devant la monnaie guinéenne.

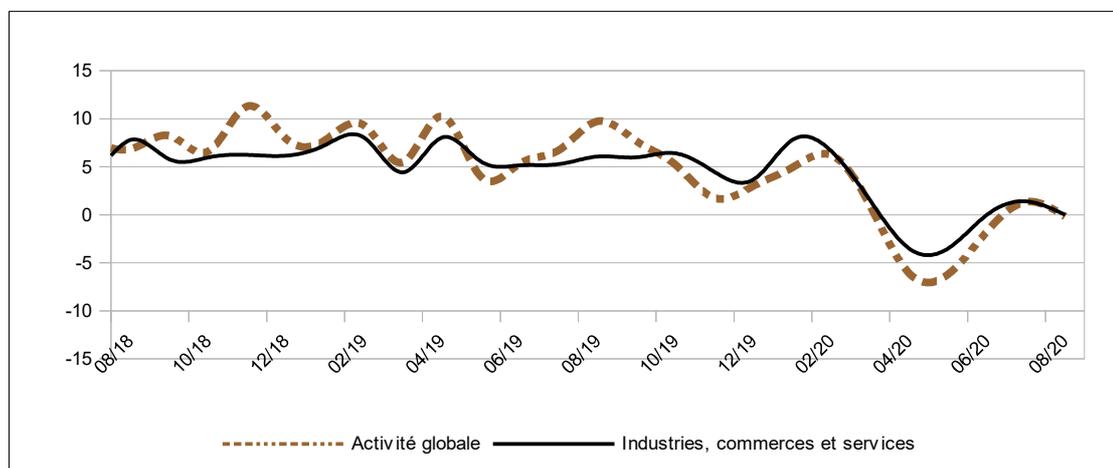
II. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs à fin août 2020 de la conjoncture font ressortir un repli de l'activité économique au titre du mois d'août 2020, du fait de la conjoncture défavorable au niveau des secteurs bâtiments et travaux publics (-5,2% contre -3,5% en juillet), des services marchands non financiers (-2,9% contre +0,7%) et des activités commerciales (-1,8% contre +6,2%). La bonne tenue des activités d'intermédiation financière (+1,7% contre -1,0) et de la production industrielle (+0,5% contre +1,8%) a exercé un effet modérateur. Cette situation, intervenue malgré l'assouplissement des mesures de restrictions prises par les Etats pour contenir la propagation de la Covid-19, ainsi que des retombées des efforts de soutien des Etats et de la BCEAO, s'explique par l'impact négatif de la situation politique au Mali, avec les sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO, qui ont impacté les autres pays de l'Union (Sénégal, Côte d'Ivoire, etc.). En effet, le taux de croissance des activités hors secteurs primaire et administrations s'établirait à -0,2% après une réalisation révisée de +1,3% en juillet 2020. Les contre-performances, d'un mois à l'autre, sont localisées au Mali (-3,8% contre -0,9%), en Côte d'Ivoire (-1,9% contre +4,6%) et au Burkina (-0,3% contre -0,1%). Les hausses notées au Sénégal (+3,8% contre -5,6%), au Niger (+4,1% contre -1,2%), au Togo (+3,5% contre +0,9%), au Bénin (+0,6% contre +9,6%) et en Guinée-Bissau (+0,5% contre +0,8%) ont exercé un effet modérateur.

Par rapport à la même période de l'année passée, les activités hors secteur primaire et administrations publiques augmentent de 0,2% en août, après une réalisation de -0,5% en juillet. Sur les huit premiers mois de l'année, ces activités baissent de 0,5% par rapport à la même période de l'année passée. La hausse de 4,0% du premier trimestre et celle intervenue depuis le mois de juin 2020 n'ont pas compensé le creux des mois d'avril et de mai 2020, du fait de la pandémie de la Covid-19.

Graphique 6 : Évolution de l'activité économique, hors secteur primaire et administration
(en glissement annuel %)



Source : BCEAO

2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a poursuivi sa tendance haussière, entamée en mai dernier, avec un accroissement de 0,5% en août, après celui de 1,8% en juillet 2020. L'orientation de l'activité industrielle est le reflet de la hausse notée au niveau de la production manufacturière, atténuée par la baisse des activités extractives et de production d'énergie.

L'orientation favorable des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la hausse des produits alimentaires (tous les pays sauf la Côte d'Ivoire et le Mali), des produits chimiques (Togo, Niger et Bénin), de caoutchouc et matières plastiques (Burkina et Bénin), des produits métallurgiques de base (Bénin, Mali, Togo, Côte d'Ivoire et Burkina) et de bois et articles en bois textiles (Côte d'Ivoire). Cette tendance a été amoindrie par le repli des textiles (Côte d'Ivoire, Burkina et Niger) et des produits pétroliers raffinés (Sénégal, Niger, Togo et Côte d'Ivoire).

En revanche, les activités extractives ont diminué, en lien avec la mauvaise orientation de l'extraction d'uranium au Niger, des autres minerais (Côte d'Ivoire et Togo), d'or (Burkina et Côte d'Ivoire) et pétrole brut et gaz naturel en Côte d'Ivoire. La baisse de la production d'énergie est enregistrée dans trois pays de l'Union (Togo et Niger).

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS
(contribution en point de pourcentage)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	août	août	déc	juillet	août.(*)	juillet	août.(*)
Production des activités extractives	-0.4	-0.3	2.6	-0.1	-0.9	2.0	1.4
dont pétrole brut et gaz naturel	1.7	0.3	0.6	0.5	0.7	-0.3	0.1
Industries manufacturières	1.5	2.2	3.0	1.9	2.6	-0.9	-0.4
dont produits alimentaires et boissons	-0.4	0.3	-2.1	2.7	1.7	-0.5	0.9
textiles	0.0	-0.4	0.8	0.3	-0.8	0.4	0.0
produits pétroliers raffinés	0.7	0.5	1.0	-1.0	0.2	-0.6	-0.8
Electricité, eau et gaz	-0.5	-0.9	1.6	0.0	-1.3	0.6	0.2
Indice Général	0.6	1.0	7.3	1.8	0.5	1.7	1.1

Source : BCEAO,

(*) données provisoires

En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 1,1%, après une réalisation de +1,7 en juillet 2020. L'activité industrielle est essentiellement tirée par la fabrication des produits alimentaires, des bois et articles en bois, des autres produits minéraux non métalliques, des produits métallurgiques de base et des activités extractives. Cette tendance a été atténuée par la baisse de la production des produits chimiques, des produits pétroliers raffinés et des produits de l'édition et de l'imprimerie. Par pays, la hausse de la production, d'une année à l'autre, est observée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Mali, avec une nette accélération au Bénin, en Guinée-Bissau, Niger et au Togo.

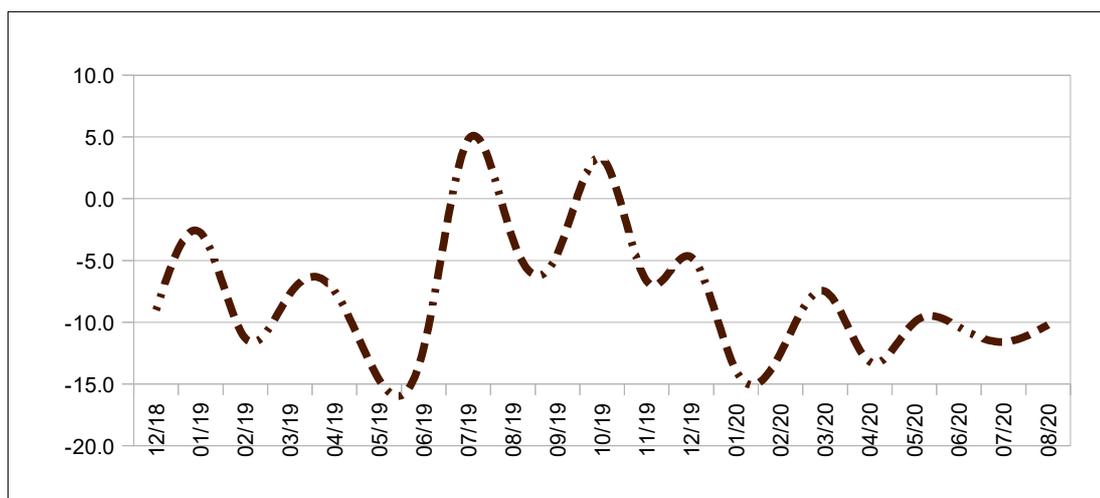
2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois d'août 2020, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état de la poursuite de la baisse de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'indice synthétique de

conjoncture, qui résume le sentiment des acteurs des BTP, demeure en territoire négatif, passant de -11,6 en juillet 2020 à -10,2 en août 2020. Le repli de l'activité dans les BTP serait lié à la diminution de la demande de travaux (baisse de signatures de nouveaux contrats ayant conduit au recul de nouveaux travaux), à la détérioration des conditions d'approvisionnement (hausse des coûts d'exploitation et rareté de la main d'oeuvre) et à la baisse des crédits pour motif d'investissement.

Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse du volume de l'activité a été observée dans l'ensemble des compartiments des bâtiments et travaux publics. Tous les Etats membres de l'UEMOA sont concernés par ce repli, à l'exception du Sénégal et du Bénin où les chefs d'entreprise ont indiqué une nette amélioration de l'activité.

Graphique 7 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (en point)



Source : BCEAO

2.1.3- Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a rompu avec sa tendance haussière, en variation mensuelle, avec un repli de 1,8% en août 2020, après une réalisation de +6,2% en juillet 2020. Le recul de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celui des ventes des produits alimentaires (Bénin, Côte d'Ivoire, Mali et Togo), des équipements de logement (Côte d'Ivoire et Togo), de motocycles neufs (Mali, Niger et Côte d'Ivoire), de textiles (Bénin, Côte d'Ivoire, Niger et Togo), des autres appareils électriques et électroniques (Bénin, Côte d'Ivoire et Niger), des articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires (Burkina, Côte d'Ivoire, Niger et Togo) et des produits pétroliers (Mali, Sénégal et Togo). Cette évolution a été atténuée par la hausse des achats des pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs (dans tous les pays sauf le Burkina), des produits pharmaceutiques (dans tous les pays, à l'exception du Niger et du Togo), des machines de bureau et matériel informatique (Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo) et de véhicules automobiles usagés (Sénégal). Le recul des activités du commerce de détail, observé d'un mois à l'autre à l'échelle de l'Union, est localisé au Bénin (-10,0% contre +59,6%), au Burkina (-3,7% contre +9,5%), en Côte d'Ivoire (-1,9% contre +5,1%), au Togo (-1,4% contre -0,4%) et au Mali (-0,6% contre -1,3%). Les hausses notées au Sénégal (+4,8%), en Guinée-Bissau (+1,2%) et au Niger (+0,8%) ont exercé un effet modérateur.

En glissement annuel, le taux d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce a poursuivi sa tendance baissière, passant de -7,1% en juillet 2020 à -3,8% en août 2020. La baisse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes des produits pétroliers et alimentaires. De façon générale, le repli des activités du commerce de détail est localisé au Mali (-19,1%), au Sénégal (-7,3%), au Togo (-4,0%) et en Côte d'Ivoire (-2,0%), atténué par des hausses enregistrées en Guinée-Bissau (+13,0%), au Bénin (+4,0%) et au Niger (+1,2%).

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	août	août	déc	juillet	août.(*)	juillet	août.(*)
Produits de l'alimentation	-3.5	-5.6	2.8	9.8	-4.0	-3.5	-1.8
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-4.4	-5.1	2.3	10.3	-5.0	-2.4	-2.0
Equipement de la personne	-0.2	-0.6	-0.3	0.4	-0.7	-0.1	-0.2
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0.2	-0.6	-0.3	0.4	-0.7	-0.1	-0.2
Equipement de logement	0.1	-0.3	1.6	0.1	-0.2	0.1	0.2
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0.7	-0.1	1.1	0.3	0.2	0.7	1.0
dont véhicules automobiles neufs	-0.8	0.2	0.3	1.0	-0.3	0.8	0.3
Produits pétroliers	2.5	0.8	3.5	0.1	0.9	-4.4	-4.6
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0.6	0.5	-0.5	-2.7	2.5	-0.4	1.5
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0.6	0.5	-0.5	-2.8	2.5	-0.3	1.6
Produits divers	0.3	0.0	0.7	-1.9	-0.4	0.5	0.1
INDICE GLOBAL	-2.3	-5.2	9.0	6.2	-1.8	-7.1	-3.8

Source : BCEAO

(*) données provisoires

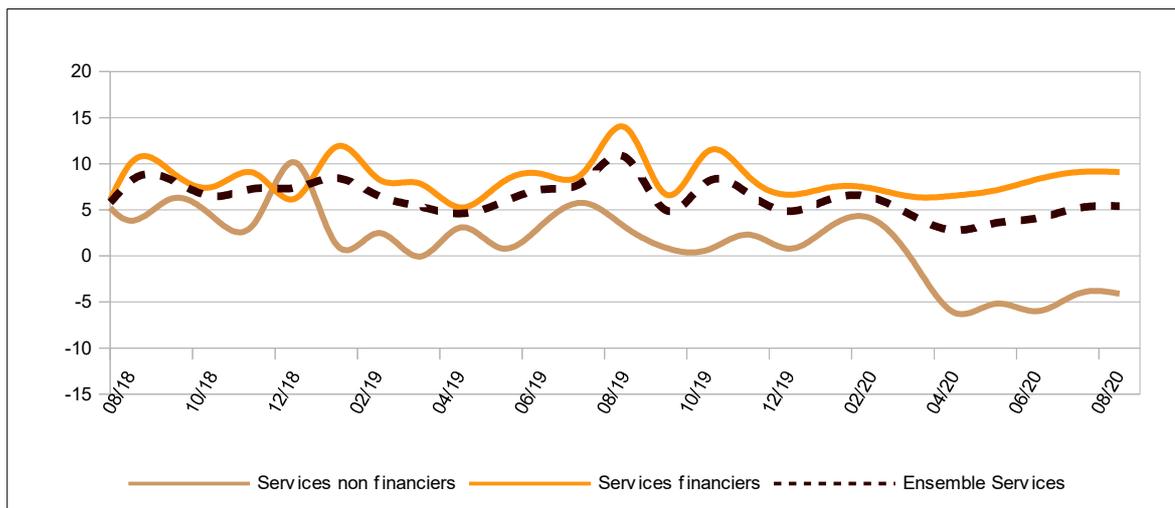
2.1.4 - Services marchands

Selon les opinions des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en août 2020 a renoué avec la tendance haussière, en lien avec le redressement des services financiers. Cette performance est imputable à la hausse du volume global des ventes, notamment sur le compartiment intérieur du marché. Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur s'est accru de 0,4% en août 2020, après une réalisation de -0,5% en juillet 2020. Les hausses concernent le Niger (+8,7%), le Togo (+5,7%), le Sénégal (+5,1%) et le Burkina (+0,3%). Les baisses observées au Mali (-5,5%), en Guinée-Bissau (-2,5%), en Côte d'Ivoire (-1,1%) et au Bénin (-0,8%) ont exercé un effet modérateur. La bonne orientation de la conjoncture concerne les services financiers (+1,7% contre -1,0%), ceux non financiers ayant baissé (-2,9% contre +0,7% en juillet). L'accroissement du chiffre d'affaires relatif à l'intermédiation financière est intervenu malgré la baisse de la mise en place de crédits (-11,3%). Les banques ont tout de même augmenté leurs achats de titres publics (+53,3%), au moment où leurs soumissions aux guichets de la Banque Centrale restent élevées (+1,3%, à

5.205,0 milliards).

En glissement annuel, l'activité des services marchands a maintenu une tendance haussière (+5,4% contre +5,2%), la baisse des services non financiers (-4,1% tout comme en juillet), a été plus que compensée par la hausse des services financiers (+9,1% tout comme en juillet). L'accroissement du chiffre d'affaires des services est observé dans tous les pays de l'UEMOA. Les hausses les plus importantes ont concerné le Bénin (+9,4%), la Côte d'Ivoire (+9,2%) et la Guinée-Bissau (+5,4%).

Graphique 8 : Evolution de l'activité dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation annuelle %)



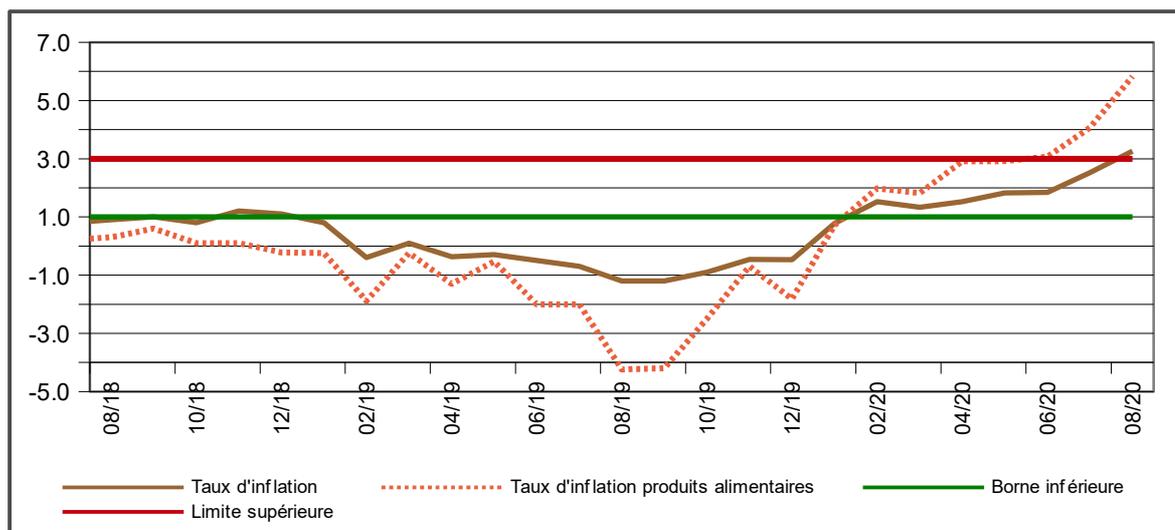
Source : BCEAO

2.2 – Inflation

L'inflation a poursuivi sa tendance haussière dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires.

Sur la base des données des sources officielles des Etats, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 3,3% à fin août 2020, après une réalisation de +2,5% le mois précédent. Le taux d'inflation dans l'Union dépasse ainsi le seuil de 3,0% pour la première fois depuis novembre 2012, où il avait atteint 3,2% à la suite de la chute de 17,5% de la production céréalière dans la zone. La hausse des prix à la consommation est notamment imputable à la composante « alimentaires », dont la contribution à l'inflation totale est passée de 1,7 point de pourcentage à fin juillet 2020 à 2,5 points de pourcentage à fin août 2020. La progression des prix des produits alimentaires, observée dans l'ensemble des pays de l'Union, est en rapport avec un renchérissement des légumes frais, ainsi que des tubercules et plantains, induit par la perturbation des circuits de distribution engendrée par la pandémie de la Covid-19. En particulier, une augmentation des prix des céréales a été enregistrée dans les pays sahéliens (Niger, Burkina et Mali), en rapport notamment avec la baisse de la production agricole et l'approvisionnement insuffisant des marchés. Les ruptures des voies de communication à la suite des inondations observées dans certains pays au cours du mois d'août 2020 ont également renforcé les tensions sur les prix alimentaires.

Graphique 9 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacent, calculé en excluant les produits dont les prix sont les plus volatils, s'est établi, en glissement annuel, à 1,4% en août 2020, après une réalisation de 1,7% le mois précédent. La décélération de l'inflation sous-jacente indique que les tensions inflationnistes notées en août 2020 sont essentiellement dues à des chocs d'offre transitoires.

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

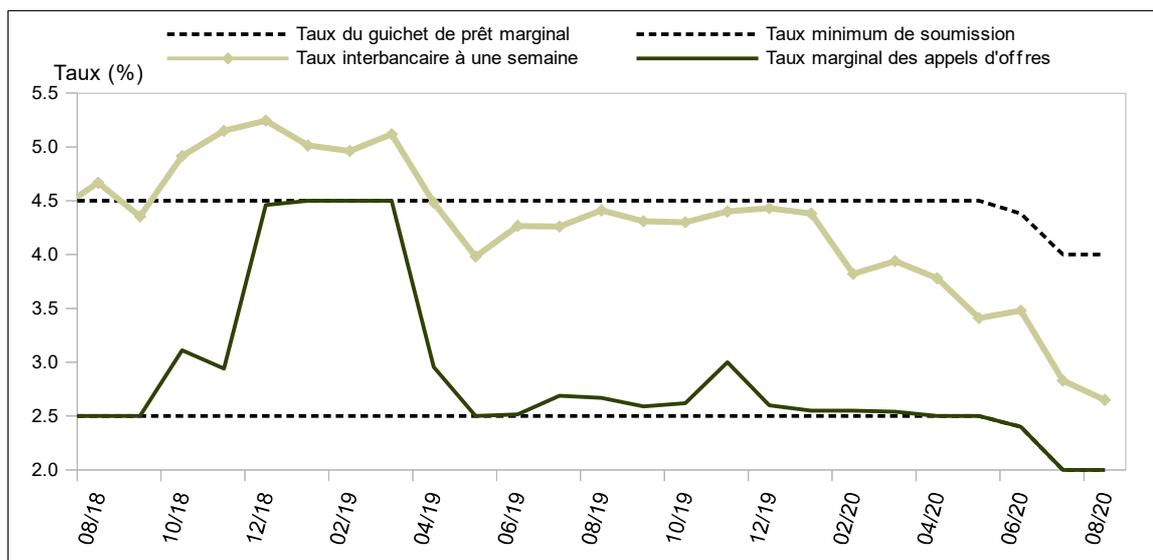
Les taux d'intérêt sur le marché monétaire et les tensions de trésorerie au niveau des banques ont fortement baissé durant le mois d'août 2020. Cette situation s'explique notamment par la récente baisse à 2% des taux directeurs du marché monétaire et la décision de la BCEAO de satisfaire tous les besoins exprimés par les banques à ce taux. Ces évolutions ont affecté les conditions de banque, avec le maintien du coût faible du crédit, ainsi que du volume satisfaisant des concours des banques à l'économie réelle.

3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Durant le mois d'août 2020, la BCEAO a poursuivi la mise en œuvre de ses mesures prises depuis mars 2020 pour contrer les effets néfastes de la pandémie sur l'activité économique. Le maintien de ses adjudications au taux fixe de 2,00% a notamment permis d'induire une détente des taux sur le marché monétaire, en dépit des incertitudes causées par la crise sanitaire sur l'activité économique et financière. En effet, le taux moyen pondéré des adjudications à une semaine reste à 2,00%. De même, sur le guichet à un mois, le taux moyen demeure à 2,00%.

Sur le marché interbancaire, les taux se sont également détendus. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine est ressorti à 2,65%, soit un repli de 18,0 points de base. Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 2,91%, en recul de 10 points de base, se situant également en dessous du taux de prêt marginal et à un plus bas niveau depuis 2018.

Graphique 10 : Evolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'enquête sur les conditions de banques laisse apparaître une baisse des taux d'intérêt débiteurs au cours du mois sous revue. Hors charges et taxes, le taux moyen calculé à l'échelle de l'Union est ressorti à 6,82% en août 2020, après un niveau de 6,84% en juillet 2020, soit un repli de 1,5 point de base (pdb), après une hausse le mois précédent (+1,2 pdb).

Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)

	2017	2018	2019		2020		2020	
	août	août	août	déc	juillet	août.(*)	juillet	août.(*)
Taux débiteur global	6.89	7.04	6.80	6.64	6.84	6.82	1.19	-1.54
Particuliers	8.62	8.39	7.15	6.78	7.43	7.09	22.48	-33.83
Entreprises individuelles	6.90	6.23	9.01	7.62	8.70	7.91	94.65	-79.04
Entreprises privées du secteur productif	6.50	6.85	6.32	7.02	6.46	6.61	-10.51	15.57
Clientèle financière	7.71	8.08	6.98	8.13	8.06	6.88	13.37	-117.51
Sociétés d'Etat et EPIC	7.37	5.35	6.94	1.93	8.25	7.61	142.89	-63.90
Trésorerie	6.37	6.49	6.33	6.40	6.51	6.56	21.18	5.14
Consommation	8.31	8.31	7.09	8.47	7.43	6.91	11.76	-52.10
Equipement	7.28	7.62	8.03	6.99	7.75	7.74	-8.87	-1.06
Exportation	7.82	6.87	6.85	6.97	7.94	7.22	-48.88	-71.95
Habitation	8.30	8.13	7.73	6.31	7.21	7.58	-17.88	36.41

Source : BCEAO

(*) données provisoires

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont baissé au niveau des concours accordés aux coopératives et groupements villageois, à la clientèle financière, aux entreprises individuelles, aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), et aux particuliers. La hausse du coût du crédit notée au niveau de l'Etat et organismes assimilés, ainsi qu'aux assurances et caisses de retraite, des divers (ONG, amicales, syndicats, etc.) et des entreprises privées du secteur productif a modéré la tendance.

L'analyse suivant l'objet du crédit indique que le repli des taux débiteurs est localisé au niveau des crédits de trésorerie et d'habitation, atténué par le recul du coût des avances à l'exportation, à la consommation, à l'équipement et aux autres utilisations.

3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois d'août 2020, la liquidité propre des banques, structurellement déficitaire, s'est améliorée de 332,4 milliards, en lien avec l'incidence positive du retour des billets aux guichets des banques et des opérations avec les Trésors.

Tableau 4 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques

	(en milliards)		
	août-19 / juil-19	juil-20 / juin-20	août-20 / juil-20
Circulation fiduciaire (1)	0.0	167.6	-305.1
Transferts nets des banques (2)	-286.6	-223.3	-85.5
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	305.9	290.7	112.9
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	19.3	-100.2	332.4
Réserves obligatoires (5)	7.5	31.8	0.0
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	-11.7	132.0	-332.4
Refinancements (7)	17.4	-133.6	4.2
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	36.7	-233.8	336.6

Source : BCEAO

Les versements nets effectués aux guichets des banques par la clientèle se sont établis à 305,1 milliards, améliorant la trésorerie propre des banques. Dans le même sens, le solde positif des opérations avec les Etats et des autres facteurs nets a consolidé la liquidité propre de 332,4 milliards, en lien notamment avec des opérations de remboursement ou de constitution de dépôts de la part des Etats auprès du secteur bancaire.

A contrario, les émissions de transferts hors UEMOA, qui ont été plus importants que les réception au cours du mois, ont atténué cette évolution. Les transferts reçus ont enregistré un solde négatif de -85,5 milliards au cours du mois.

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échue le 15 août 2020, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 1.434,6 milliards, soit 181,0% des réserves requises. Le niveau des réserves des banques de l'Union est en baisse de 37,8 milliards ou 2,6% par rapport à la situation du mois précédent.

Tableau 5 : Répartition des refinancements suivant les guichets¹

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	août-19	juil-20	août-20	juil-20 / juin-20	août-20 / juil-20
Guichet hebdomadaire	3,685.5	3,444.0	3,467.3	-108.7	23.3
Guichet mensuel	720.0	1,718.0	1,726.2	37.9	8.2
Guichet de prêt marginal	20.4	0.0	0.0	0.0	0.0
Guichet spécial de refinancement	0.0	756.1	728.9	-62.8	-27.2
Autres refinancements	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Refinancement total de la Banque Centrale	4,425.9	5,918.1	5,922.4	-133.6	4.2

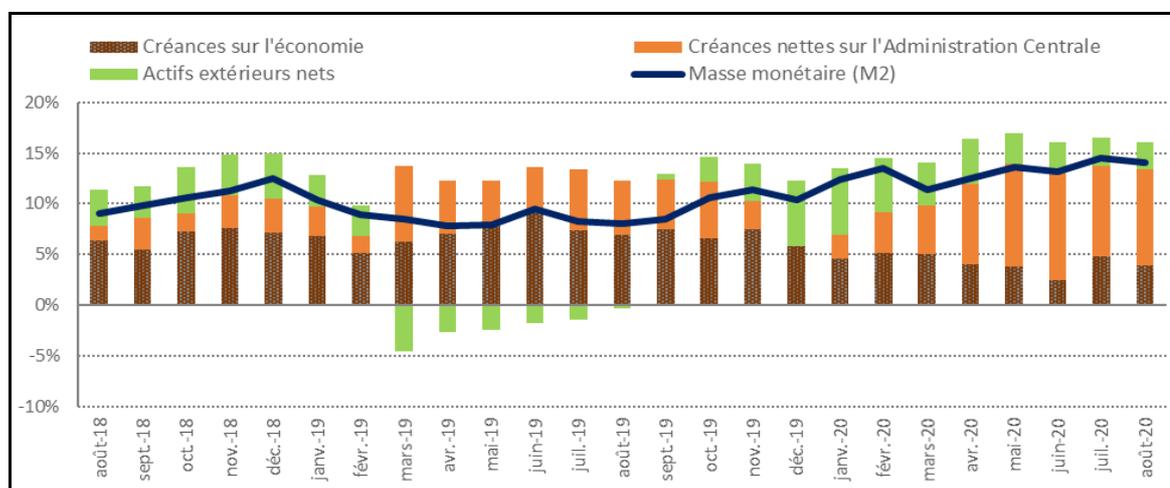
Source : BCEAO

En lien avec l'orientation des facteurs autonomes, les engagements des banques envers la Banque Centrale en août 2020 ont augmenté de 4,2 milliards, après un niveau de -133,6 milliards en juillet 2020.

3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin août 2020 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+14,0%), en décélération par rapport à la situation de juillet (+14,5%). Cette évolution est portée par l'accroissement des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents (+3.798,4 milliards) et de leurs acquisitions nettes d'actifs extérieurs (+ 730,0 milliards). Les dépôts se sont accrus, en glissement annuel, de 13,6% et la circulation fiduciaire s'est améliorée de 15,4%.

Graphique 11 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

¹ NB : Les données des encours ne concernent que les banques

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

D'une année à l'autre, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 729,9 milliards, soit 13,7%, en liaison essentiellement avec l'accroissement des AEN de la BCEAO (+750,5 milliards), la diminution des AEN des banques ayant modéré la tendance (-20,6 milliards). Cette dynamique a été particulièrement soutenue par les mobilisations de ressources extérieures effectuées par les Etats pour faire face à la crise sanitaire. En particulier, les tirages sur les ressources du FMI ont induit une hausse de 1.166,9 milliards des avoirs en DTS. Les autres levées de fonds auprès des bailleurs internationaux et les encaissements de recettes d'exportation par les banques ont également contribué à améliorer le solde des dépôts inclus dans les réserves de change de 409,2 milliards. Ces évolutions, associées aux plus-values des actifs en or (+325 milliards), ont entraîné une hausse de 1.955,4 milliards des réserves de change de la Banque Centrale. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'est établi à 75,8%, après 73,7% le mois précédent.

Au niveau des engagements extérieurs, les mobilisations effectuées auprès du FMI pour faire face à la crise sanitaire se sont également traduites par une hausse des engagements extérieurs. Les crédits du FMI se sont accrus de 1.180,9 milliards, entraînant une hausse globale des engagements extérieurs de la Banque Centrale de 1.204,8 milliards.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 12,4%, pour s'établir à 34.516,8 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur les administrations publiques centrales (APUC) et celles sur l'économie.

Tableau 6 : Situation monétaire à fin août 2020

	(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)							
	Dec-19	Aug-19	Jul-20	Aug-20	août-20			
					Mensuelle (3)	(4)/	Annuelle (4)/(2)	(%)
(1)	(2)	(3)	(4)	(niveau)	(%)	(niveau)	(%)	
Masse monétaire	30,600.5	28,241.8	32,134.5	32,200.9	66.4	0.2	3,959.1	14.0
Actifs extérieurs nets	6,939.4	5,328.3	5,989.5	6,058.2	68.7	1.1	729.9	13.7
Créances intérieures	31,626.3	30,718.5	34,318.2	34,516.8	198.6	0.6	3,798.3	12.4
Créances nettes sur APUC*	8,118.1	8,515.9	10,677.6	11,223.1	545.5	5.1	2,707.2	31.8
Créances sur l'économie	23,508.2	22,202.6	23,640.5	23,293.8	-346.7	-1.5	1,091.2	4.9

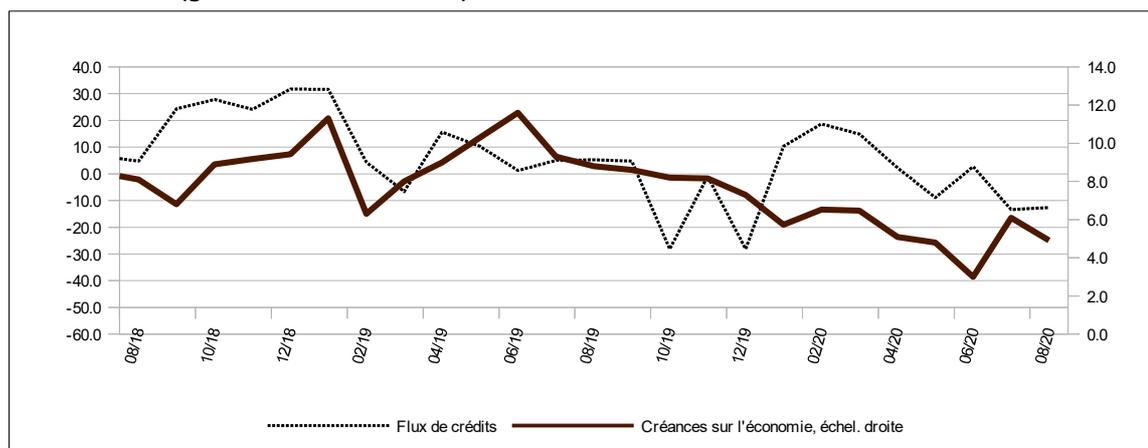
Source : BCEAO

(*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à +4,9% contre +6,1% un mois plus tôt et +8,8% à la même période de l'année 2019. Le ralentissement des crédits à l'économie, déjà perceptible en avril 2020, à la suite de la crise de la Covid-19, s'est donc accentuée au cours du mois d'août 2020.

En particulier, les crédits aux entreprises privées ont été moins performants. Le crédit bancaire accordé aux entreprises a augmenté de 4,2% ou 516,1 milliards, en glissement annuel. En revanche, pour les ménages, les crédits ont enregistré un rythme de progression annuel de 9,2% ou 610,5 milliards. En effet, les mesures de la Banque Centrale et les mécanismes de garanti mis en place par les Etats ont permis aux banques d'assurer la poursuite du financement de l'économie.

Graphique 12 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)



Source : BCEAO

La baisse du rythme de progression des créances sur l'économie entre juillet et août 2020 (+4,9% contre +6,1% en juillet) n'est pas en phase avec le redressement de nouvelles mises en place de crédits. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires ont reculé de 12,6% en août 2020, après un repli de 13,4% en juillet.

Sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont baissé de 18,7%, après une réalisation de -9,6% en juillet 2020. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 946,5 milliards en août 2020, après un niveau de 1.164,3 milliards le mois dernier, en lien avec le repli des crédits aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), aux entreprises privées du secteur productif et à l'Etat et organismes assimilés. Quant aux dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA, ils ont enregistré une hausse de 1,9% en août 2020, en ressortant à 830,1 milliards contre 814,5 milliards le mois précédent. L'accroissement du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux EPIC, aux particuliers, aux entreprises individuelles, aux Etats et organismes assimilés, ainsi qu'aux assurances et caisses de retraite. La baisse relevée au niveau des entreprises privées du secteur productif, des coopératives et groupements villageois, ainsi que la clientèle financière a modéré la tendance. S'agissant du volume moyen des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, il s'est établi à 224,3 milliards, en baisse de 19,5% par rapport à juillet 2020. Dans ce contexte, les concours de la BCEAO aux banques se sont repliés de 2,2%, en passant de 6.050,4 milliards à 5.916,7 milliards en août 2020. Cette situation est intervenue au moment où les banques ont maintenu leurs demandes de liquidités (-0,1%), notamment sur le guichet hebdomadaire (+0,2%). La baisse notée sur le guichet mensuelle (-0,8%) a exercé un effet modérateur.

Au niveau du financement de l'administration centrale, les institutions de dépôt ont accru leurs concours de 2.707,2 milliards en l'espace d'une année, largement au-dessus de sa valeur de 2.507,1 milliards au mois de juillet 2020. En particulier, les financements sous forme de titres publics se sont accrus de 3.394,8 milliards, après celui de 3.408,3 milliards en juillet. Les administrations centrales publiques ont eu recours au marché régional pour la couverture d'une partie de leurs dépenses liées à la crise, notamment les bons Covid-19 où 728,0 milliards ont été mobilisés au cours du mois sous revue, ce qui renforce leurs engagements vis-à-vis des banques.

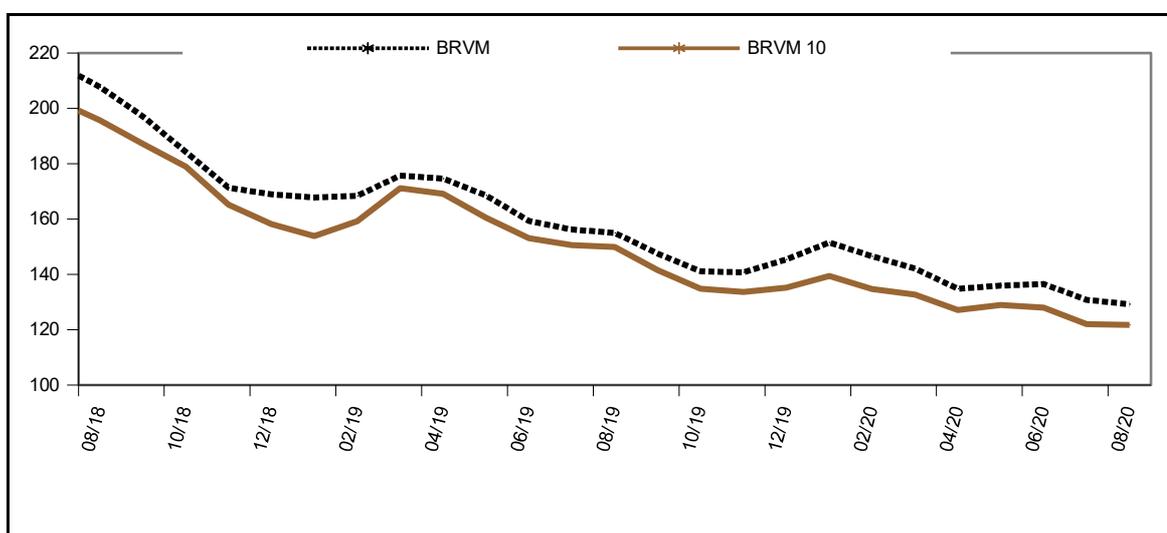
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont baissé en août 2020. En revanche, les Etats ont accru leurs interventions sur le marché de titres de dette publique.

4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché se sont repliés. L'indice BRVM 10 et celui du BRVM composite ont diminué de 0,2% et 1,2% respectivement, s'établissant à 121,7 points et 129,2 points en août 2020. Cette évolution est en lien avec les mauvaises performances, notamment dans les secteurs de la distribution et des industries. En revanche, la capitalisation boursière s'est renforcée de 4,2%, d'un mois à l'autre, dont 1,5% au titre des actions et 6,3% au titre des obligations.

Graphique 13 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)



Source : BRVM

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont reculé respectivement de 16,7% et 18,8%, d'ampleur moins importante que le repli enregistré le mois précédent. La baisse est généralisée au niveau de l'ensemble des secteurs d'activité, avec les plus forts reculs notés au niveau de l'agriculture, des services publics et des industries.

4.2.– Marché de titres de la dette publique

Les Etats membres de l'UEMOA ont poursuivi leurs émissions sur le marché financier régional, en vue de lever des ressources pour la couverture des besoins de financement induits par la crise de la Covid-19. En outre, ils ont procédé au refinancement de leurs engagements sur les premières émissions des bons Covid-19, à travers une seconde phase d'émission de ces bons.

Au cours du mois d'août 2020, le volume des ressources levées sur le marché financier régional s'est ainsi accru de 400,6 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 1.152,0 milliards, dont 993,9 milliards de bons et 158,1 milliards d'obligations. Cette évolution est notamment liée à l'augmentation, en variation mensuelle, du volume des émissions des bons du Trésor de 727,3 milliards, atténuée par le recul des mobilisations au titre des obligations d'un montant de 326,7 milliards. La période sous revue a été notamment marquée par la poursuite de la seconde vague

des émissions des bons Covid-19 pour un montant de 728,0 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits a augmenté de 893,3 milliards par rapport à son niveau d'août 2019.

Le taux de couverture des émissions est ressorti, en moyenne, à 213,0% en août 2020 contre 238,9% un an auparavant. Les bons ont représenté 86,3% des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les Etats en août 2020 (en milliards)

	2019	2020		Variation (mds)	
	août	juillet	août	mensuelle	annuelle
Bons	121.0	266.6	993.9	727.3	872.9
Obligations	137.7	484.8	158.1	-326.7	20.4
Total	258.7	751.4	1,152.0	400.6	893.3

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont été en baisse d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 2,83% en août 2020 contre 3,72% le mois précédent. Il est également ressorti en baisse par rapport à août 2019 où il était de 5,04%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen est ressorti en hausse à 6,40% contre 6,32% le mois précédent. Comparativement au mois d'août 2019 (6,53%), il a enregistré un repli de 13 points de base.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois d'août 2020.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

Après le creux du deuxième trimestre 2020, l'économie mondiale poursuit sa reprise. Le déconfinement progressif dans plusieurs pays a permis la bonne animation du marché de travail et l'amorce d'un retour à la normale de l'activité au niveau des industries et des services. Le maintien des soutiens budgétaire et monétaire a renforcé la tendance. Toutefois, la résurgence de nouveaux cas de contamination à la Covid-19, notamment aux États-Unis, en Amérique latine, en Inde et en Afrique du Sud, a été à l'origine de nouvelles perturbations de l'activité économique. La volatilité des cours des produits de base, la montée du protectionnisme, l'instabilité politique et le regain de tensions commerciales constituent également des risques baissiers. Du côté positif, des avancées en termes de vaccins et de traitements pourraient renforcer la confiance et l'activité économique. Dans ces conditions, les Etats et les banques centrales continueraient à utiliser tous les instruments à leur disposition pour protéger les vies, les emplois et les revenus des populations. Les actions vigoureuses entreprises soutiendraient la reprise de l'économie mondiale et augmenteraient la résistance du système financier, tout en apportant une protection face aux risques baissiers. A cet effet, à la suite de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE), le Fonds Monétaire International (FMI) a, le 13 octobre 2020, révisé à la hausse sa prévision de croissance de l'économie mondiale à -4,4% en 2020 (+0,5 point), suivie d'une reprise plus lente en 2021 à 5,2% (-0,2 point).

Au plan interne, sur le troisième trimestre 2020, l'activité économique enregistrerait une dynamique favorable, avec la hausse de la cadence, dans les économies de l'UEMOA. Les activités de l'ensemble des secteurs augmenteraient, avec la reprise amorcée au niveau de la plupart des pays partenaires commerciaux de l'Union et la levée des mesures restrictives. Les économies de l'UEMOA seraient tirées à la hausse par l'accroissement de la demande intérieure et extérieure, ainsi que la reprise de certaines activités (transports, tourisme, etc.), précédemment limitées du fait de la pandémie de Covid-19 et de la crise sociopolitique au Mali. Les mesures prises par l'autorité monétaire de l'Union, notamment la baisse des taux directeurs et l'alignement de l'offre de la monnaie centrale aux besoins des banques, afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie sur le système bancaire et le financement des activités économiques, et les plans de riposte et de relance des Etats renforceraient la vigueur de la croissance. La tendance haussière de l'activité serait toutefois affaiblie par la dégradation du climat sécuritaire et social, ainsi que la baisse des investissements privés et publics, qui continue de pénaliser la conjoncture au niveau des bâtiments et travaux publics.

5.1. Environnement international

5.1.1. Activité économique

Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), parues le 13 octobre 2020, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à -4,4% en 2020, une baisse sans précédent en temps de paix depuis la grande dépression des années 1930, après une prévision de -4,9% et -3,0%, établie en juin et avril 2020, respectivement. Les révisions traduisent la reprise de l'activité plus tôt qu'escompté, notamment dans les pays avancés et en Chine, avec l'assouplissement des mesures de confinement. En outre, les indicateurs conjoncturels indiquent une vigueur de l'économie au troisième trimestre 2020. En revanche, les perspectives se sont dégradées pour certains pays émergents (Inde, Indonésie, etc) où la pandémie a fortement pesé. Le FMI prévoit une remontée du taux d'augmentation du PIB mondial en 2021, à +5,2% (-0,2 point par rapport à

juin 2020). En plus de lutter contre la profonde récession à court terme, les économies doivent relever des défis complexes pour se maintenir sur la trajectoire d'une plus grande croissance de la productivité, tout en veillant à ce que les gains soient répartis équitablement et que la dette demeure viable. Les pays où le nombre d'infections continue d'augmenter doivent endiguer la pandémie par des mesures d'atténuation ralentissant la transmission. Les mesures budgétaire et monétaire doivent privilégier les initiatives susceptibles de relever le potentiel de production, d'assurer une croissance participative profitant à tous et de protéger les groupes vulnérables. Ces soutiens exceptionnels pourraient évoluer en fonction de la situation économique.

Les **pays avancés** devraient enregistrer une baisse de 5,8% du PIB, en termes réels, en 2020, soit une amélioration de 2,2 points de pourcentage par rapport aux estimations du mois de juin dernier avant de connaître une reprise moins forte en 2021, avec 3,9% de croissance économique (-0,6 point). Le FMI a mis en avant la vigueur de l'activité observée au troisième trimestre 2020. Aux **Etats-Unis**, l'activité économique repartirait à la hausse sur le reste de l'année. En effet, la banque centrale prévoit désormais une contraction de 3,7% du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis cette année, au lieu de -6,5% prévue en juin 2020, soit une nette amélioration de 2,8 points de pourcentage. L'assouplissement de restrictions, ainsi que les soutiens budgétaire et monétaire relanceraient la demande intérieure aux troisième et quatrième trimestres 2020. Toutefois, le rebond de l'économie américaine ralentirait au mois de septembre 2020, notamment l'activité du secteur privé. En outre, des doutes pèsent sur le quatrième trimestre 2020, avec la recrudescence des cas de contamination par le coronavirus dans plusieurs Etats américains, l'impasse dans les négociations entre la Maison blanche et le Congrès sur un nouveau plan de relance, ainsi que les inquiétudes liées à l'issue de l'élection présidentielle de novembre 2020. Néanmoins, le redressement entamé au dernier semestre de 2020 se consoliderait en 2021, avec une hausse de l'activité de 4,0%.

En **zone euro**, le FMI estime que le PIB se contracterait de 8,3% en 2020, au lieu d'un taux de -10,2% anticipé il y a quatre mois, avec des divergences marquées entre les économies de la zone. La chute du PIB allemand se limiterait à 6% et atteindrait 12,8% en Espagne, pays très dépendant du tourisme. En France, l'activité reculerait de 9,8%. En 2021, la zone euro bénéficierait d'un rebond de 5,2% (-0,8 point), avec une croissance attendue à 4,2% en Allemagne, 6,0% en France, 5,2% en Italie et 7,2% en Espagne. Ces chiffres sont proches de ceux de la Banque Centrale Européenne qui a, le 10 septembre 2020, revu à la hausse ses perspectives économiques, la croissance du PIB ressortant à -8,0% en 2020 (+0,7 point par rapport à juin dernier) et une reprise en 2021 à 5,0% (-0,2 point). Le soutien des Etats aux entreprises et aux consommateurs, ainsi que les conditions financières favorables ont conduit à un meilleur redressement des économies de la zone euro que prévu lors du début de la pandémie de coronavirus. La levée progressive des mesures de confinement de la population prises pour freiner la propagation du coronavirus et l'amélioration de la conjoncture économique mondiale, malgré la remontée de taux de contaminations à la Covid-19, renforceraient la reprise attendue lors du dernier semestre de 2020.

Tableau 8 : Prédiction du taux de croissance, en glissement annuel (%)

	Réalizations			Estimation	Prédiction
	T4-2018	T4- 2019	T1- 2020	T2- 2020	T3- 2020
Economies avancées	1.4	1.3	-2.0	-12.4	-4.5
<i>Etats-Unis</i>	2.5	2.3	0.3	-9.0	-2.9
<i>Zone euro</i>	1.2	1.0	-3.3	-14.8	-4.4
<i>Japon</i>	-0.2	-0.7	-1.9	-10.3	-5.9
<i>Royaume Uni</i>	1.4	1.1	-2.1	-21.5	-9.6
Economies émergentes	2.7	1.7	-0.1	-10.9	-4.4
<i>Chine</i>	6.5	6.0	-6.8	3.2	4.9
<i>Inde</i>	5.7	4.1	3.0	-5.4	-3.6
<i>Brésil</i>	1.3	1.6	-1.4	-11.4	1.2
<i>Autres (Russie et AFS)</i>	0.3	-0.5	-0.2	-16.8	-7.1
Pays partenaires de l'UEMOA	1.3	1.0	-1.2	-12.2	-4.7
<i>Suisse</i>	1.4	1.5	-0.7	-8.2	-4.8
<i>Afrique du Sud</i>	0.2	-0.6	-0.2	-17.2	-7.3
<i>Autres (France, Pays-Bas et Etats-Unis)</i>	2.3	1.9	0.0	-9.1	-2.7

Sources : OCDE, calculs BCEAO

Au **Royaume-Uni**, selon la Banque d'Angleterre, après la baisse record du PIB au premier semestre trimestre 2020, l'activité repartirait à la hausse sur le reste de l'année, avec la levée progressive des mesures de confinement et le regain de la demande intérieure (forte reprise des dépenses de consommation). Pour la Banque centrale, le PIB britannique se contracterait de 9,5% en 2020, au lieu d'une baisse de 14,0% attendue en mai 2020. Le rebond de l'activité économique attendue sur les derniers mois de 2020 se consoliderait en 2021, avec un taux de croissance du PIB de 9,0%. Les espoirs d'une reprise rapide de l'économie se sont toutefois atténués. En effet, les entreprises sont confrontées aux restrictions imposées par les règles de distanciation sociale et les tensions entre Londres et Bruxelles au sujet du Brexit, ce qui nourrit l'incertitude.

Selon le FMI, l'**économie japonaise** enregistrerait un recul de 5,3% en 2020 (+0,5 point), avant la reprise de 2,3% en 2021 (-0,1 point). Le redressement progressif de l'activité économique, après le choc du premier semestre 2020, en raison de l'impact du nouveau coronavirus (Covid-19), serait tiré par le regain de dynamisme des exportations, de l'activité industrielle et de la consommation privée. Les mesures de soutien monétaire et budgétaire, du fait de la crise sanitaire, maintiendraient les conditions financières favorables, notamment pour les ménages. Le rebond attendu de l'économie mondiale renforcerait celle du Japon, fortement tournée à l'extérieur.

Dans les **pays émergents**, après un plus bas niveau des performances atteint sur la première moitié de l'année, avec les retombées négatives de Covid-19, l'activité économique reprendrait de la vigueur au second semestre 2020. A cet effet, l'OCDE anticipe une hausse limitée du PIB chinois de 1,8% en 2020 (+4,4 points) et un rebond de 8,2% en 2021 (+1,2 point). Les mesures de soutien monétaire et budgétaire réduiraient les effets de Covid-19 et assureraient la reprise en 2021. Certains analystes confirment cette tendance, s'attendant à ce que le PIB de la Chine augmente de 2% à 3% en 2020, le rythme le plus faible depuis 1976, et un possible rebond de plus 7% en 2021. La tendance à long terme pointe vers une croissance plus lente liée au vieillissement de la population et à la maturité de l'économie. En outre, la Chine fait face à de nombreux obstacles pour maintenir son rythme de croissance dans un contexte de tensions accrues avec les Etats-Unis sur le commerce, les nouvelles technologies et d'autres domaines. Dans les autres pays émergents, (Russie, Mexique, Brésil etc), avec la reprise des cours du

pétrole, l'assouplissement des restrictions de l'activité et la hausse attendue de la demande extérieure, notamment en provenance de la Chine, la croissance est revue à la hausse en 2020. Les mesures budgétaire (versement anticipé de certaines prestations sociales, soutien à l'emploi, etc.) et monétaire (baisse de taux directeur, assouplissement des règles prudentielles, etc.) visant à maintenir la vigueur de la consommation des ménages compenseraient les effets des risques baissiers intervenus sur le premier semestre de l'année 2020. Les économies indienne et indonésienne où le virus continue de se propager font exception avec la baisse de l'activité plus forte que prévu. Ces économies sont beaucoup plus dépendantes des secteurs durement touchés comme le tourisme, ainsi que les transferts d'argent des émigrés et expatriés.

En **Afrique subsaharienne**, selon le FMI, le taux de croissance du PIB s'établirait à -3,0% (+0,2 point), avant un rebond à 3,1% en 2021 (-0,3 point). La baisse du PIB de la région est notamment liée aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et au recul de la demande des produits de base, du fait de la pandémie à Covid-19. La reprise de 2021 est subordonnée à la stabilisation de la crise sanitaire et à la poursuite d'assouplissement progressif des restrictions d'activités économiques dans la région et au niveau des pays partenaires. A cet effet, en Afrique du Sud, selon le Gouvernement, le PIB baisserait de 7,2% en 2020 (un chiffre plus optimiste que celui des dernières prévisions de la Banque Centrale : -8,2% et du FMI : -8,0%), sous l'effet de vigoureuses mesures d'arrêt de l'activité économique. L'économie nigériane se contracterait de 4,3% cette année (+1,1 point), avant la reprise en 2021 à +1,7% (-0,9 point). La hausse des prix du pétrole et de l'activité industrielle explique la révision à la hausse des prévisions. La Banque centrale du pays est plus optimiste que le FMI, avec une baisse attendue de 3,4% et une croissance positive dès le quatrième trimestre 2020, sous l'effet des efforts budgétaire et monétaire. En 2021, la reprise économique se limiterait à 1,7% (-0,8 point) à la faveur d'une remontée des cours de l'or noir et d'une hausse de la production. Au Ghana, les performances de l'économie resteraient en baisse (+0,9% en 2020 (-0,6 point) et +4,2% en 2021 (-1,7 point). Les pays de la Zone CEMAC devraient connaître une baisse de leur PIB en 2020 (-3,1% selon la BEAC, après une baisse de 5,9% attendue en juin 2020 et de 3,7% estimé en juin 2020 par le FMI). La levée progressive des mesures de confinement et la remontée des cours de pétrole, ayant permis la reprise des activités dans la plupart des secteurs de production, expliquent la révision à la hausse des prévisions en 2020.

5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les tendances inflationnistes diminueraient dans la plupart des économies avancées, émergentes et celles des principaux partenaires commerciaux de l'Union. A cet effet, les pressions inflationnistes demeureraient faibles, du fait notamment du bas niveau des prix de l'énergie et de la demande globale. Cette tendance a été atténuée notamment par la hausse des prix des produits alimentaires.

Au niveau des pays voisins, l'augmentation des prix, en phase avec le renchérissement des produits alimentaires et des importations, se poursuivrait. Pour le cas particulier du Nigeria, la progression des prix serait attribuable à la hausse de ceux des denrées alimentaires, du transport et des services médicaux, en lien avec la Covid-19 et la dépréciation de la monnaie nationale, le naira.

Dans ce contexte de faibles pressions inflationnistes et de double choc sur la demande et l'offre lié à la Covid-19, les banques centrales des pays avancés maintiendraient le cap dans l'approfondissement de leur politique monétaire accommodante (banques centrales américaine,

européenne, britannique et japonaise, ainsi que celles des pays émergents et en développement).

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

Tableau 9 : Prévion du taux d'inflation, en variation annuelle (%)

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	Dec-18	Dec-19	Jul-20	Aug-20	Sep-20
Economies avancées	1.34	1.12	0.11	-0.18	-0.19
<i>Etats-Unis</i>	1.91	2.29	0.99	1.31	1.37
<i>Zone euro</i>	1.50	1.30	0.40	-0.20	-0.30
<i>Autres</i>	0.93	0.47	-0.60	-0.63	-0.52
Economies émergentes	4.33	5.72	3.75	3.70	3.56
<i>Chine</i>	1.90	4.50	2.70	2.40	1.70
<i>Inde</i>	5.24	9.63	5.33	5.63	5.55
<i>Brésil</i>	4.40	4.03	3.20	3.01	2.92
<i>Autres</i>	4.01	3.68	2.84	3.01	3.40
Pays partenaires de l'UEMOA	2.03	1.91	0.93	0.72	0.76
<i>Suisse</i>	0.69	0.16	-0.92	-0.87	-0.80
<i>Afrique du Sud</i>	4.40	4.03	3.20	3.01	2.92
<i>Autres</i>	1.94	2.51	1.34	1.00	1.23
Pays voisins de l'UEMOA	11.09	11.26	12.57	12.74	13.13
<i>Nigeria</i>	11.44	11.98	12.82	13.22	13.71
<i>Ghana</i>	9.43	7.90	11.40	10.50	10.40

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'Union enregistreraient des évolutions à la hausse entre août et septembre 2020, mais à un rythme limité. Quant aux principaux produits alimentaires importés par les pays de l'Union, leurs prix se renforceraient sur la proche période.

La bonne tenue des cours internationaux concerne tous les produits de base exportés par les pays de l'Union, à l'exception de ceux du pétrole et de l'or. Les marchés des matières premières seraient en général soutenus par le regain de la demande mondiale, notamment celle en provenance de la Chine où l'activité industrielle continue sur sa tendance haussière pour le sixième mois consécutif en septembre 2020.

Tableau 10 : Estimations des cours des matières premières (variation mensuelle en %)

Principales matières premières	Réalizations					Prévisions
	Dec 18	Dec 19	Jun 20	Jul 20	Aug 20	Sep 20
Produits exportés	-1.6	0.9	2.1	2.2	6.6	0.1
Pétrole	-13.1	5.0	30.8	6.5	3.4	-6.6
Café robusta	-7.4	-0.1	0.3	4.9	7.9	0.2
Cacao	1.1	-2.9	-3.9	-5.7	11.7	5.4
Coton	-1.1	3.7	5.3	4.4	2.1	1.3
Huile de palme	-25.5	16.7	11.8	9.9	7.4	7.1
Huile de palmiste	6.1	31.7	0.6	-0.4	8.5	3.3
Caoutchouc	3.4	4.9	0.6	0.9	7.3	4.7
noix de cajou	-6.9	3.2	0.3	-1.6	0.5	2.6
Or	2.6	0.6	0.9	6.4	6.8	-2.0
Produits importés	1.2	3.5	2.0	-1.3	2.5	6.5
Huile de soja	1.8	5.6	5.2	3.8	9.1	5.8
Blé	2.6	4.9	-3.3	0.7	2.5	6.5
Riz	-2.2	5.7	1.2	-6.7	4.0	4.2
Maïs	3.1	1.5	2.8	1.5	-2.2	11.0

Sources : Reuters, calculs BCEAO

La hausse de la demande, avec l'augmentation des achats de la Chine, de l'Union Européenne et de la Grande-Bretagne, impacterait les prix de l'**huile de palme**. Les événements politiques en Côte d'Ivoire et la baisse des volumes d'arrivages de fèves aux ports camerounais et ivoiriens par rapport à l'année dernière renforceraient les cours du **cacao**. Le resserrement de l'offre en 2020 et 2021 prévu par le Conseil tripartite international du caoutchouc (ITRC) (Thaïlande, l'Indonésie et Malaisie) exercerait un effet haussier sur les prix du **caoutchouc**. En revanche, la perspective de reprise des exportations de brut libyen et les prévisions sombres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et de l'OPEP en matière de la demande tireraient les cours du **pétrole** à la baisse. La remontée du dollar américain, qui provoquerait des prises de bénéfices, et le regain de confiance des entreprises et des consommateurs, avec le maintien des actions de pouvoirs publics, pénaliseraient les cours de l'**or**.

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA augmenteraient au cours de la proche période. Cette tendance haussière serait en phase avec l'offre réduite (baisse de la production en Chine et aux Etats-Unis), dans un contexte où la demande prendrait de l'élan avec les achats massifs de la Chine. La révision à la baisse des perspectives de production, en particulier dans l'Union européenne, et l'important recul des disponibilités aux États-Unis d'Amérique tireraient les prix du maïs à la hausse. Les craintes au sujet des perspectives de production dans l'hémisphère Sud et les conséquences de la sécheresse sur les semis dans de nombreuses régions d'Europe augmenteraient les cours internationaux du **blé**. Les prix de l'**huile de soja** seraient renforcés par une forte demande de la part du secteur de l'agrogazole aux États-Unis d'Amérique. Les prix du **riz** seraient influencés par la reprise de la demande.

5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de septembre 2020, les économies de l'Union renforceraient la reprise, entamée en juin 2020. Elle serait tirée par la hausse attendue de la demande intérieure et extérieure, du fait de la levée des mesures restreignant certaines activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.). La tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA auraient des effets positifs sur le budget des Etats de l'Union, atténuant les retombées de la Covid-19 sur la croissance. Cependant, l'issue incertaine de la campagne agricole 2020/2021, ainsi que la dégradation du climat sécuritaire, social et politique amoindrirait le profil ascendant des économies de l'Union.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui des bâtiments et travaux publics. Les chefs d'entreprises interrogés anticipent une hausse de leurs activités, en lien avec l'accroissement de la demande, avec une nette accélération au niveau des activités commerciales, des services marchands et industrielles. En revanche, les bâtiments et travaux publics continueraient d'être affectés par la baisse de nouveaux travaux, du fait du repli attendu de la demande.

Selon les estimations effectuées par la BCEAO sur la base des résultats susvisés et les dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation annuelle, renouerait avec une tendance haussière au troisième trimestre 2020 (+0,6%) et se consoliderait au quatrième trimestre (+1,0%). Les performances économiques au troisième trimestre 2020 seraient tirées

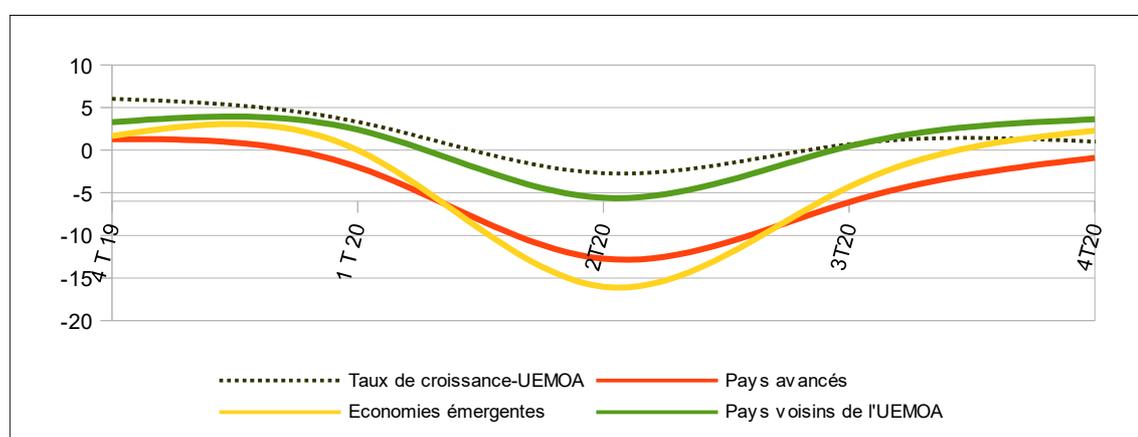
par la bonne tenue des activités commerciales, industrielles et de services, du fait de la levée des restrictions imposées par les Etats et de la mise en œuvre de plans de relance. Le secteur des bâtiments et travaux publics continue sur son profil baissier, à un rythme plus faible, en ligne avec la baisse des importations des biens d'équipement et des crédits à moyen et long termes.

Du côté de la demande, les dépenses d'équipement se sont effondrées, au profit des dépenses courantes de consommation, soutenues par les mesures d'urgence de soutien aux ménages, prises par certains Etats. Les exportations et importations des pays de l'Union ont diminué, en lien avec les mesures prises pour contenir la Covid-19. Au total, la hausse de la demande intérieure, avec la bonne tenue des dépenses des Etats, a plus que compensé la contribution négative du commerce extérieur aux performances des économies de l'Union.

Au total, tous les indicateurs conjoncturels récents signalent l'orientation favorable des économies de l'Union, sortie de la phase de récession, à l'instar de l'économie mondiale.

Le profil des économies de l'Union reste influencé par ceux des pays partenaires commerciaux.

Graphique 14 : Dynamique récente de l'activité économique des pays de l'UEMOA (%)



Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

Tenant compte des réalisations sur le premier semestre et des prévisions sur le second semestre 2020, les économies de l'Union enregistreraient une hausse de 0,9% de leur PIB en 2020. Ces chiffres sont plus optimistes que ceux établis par le FMI.

Tableau 11 : Prévisions de taux de croissance des pays de l'UEMOA (%)

Pays	Estimation	FMI	Etats	BCEAO
	2019	2020	2020	2020
Bénin	6.9	2.0	2.3	2.3
Burkina	5.7	-2.0	1.5	1.5
Côte d'Ivoire	6.2	1.8	1.8	1.8
Guinée-Bissau	4.5	-2.9	-2.3	-2.3
Mali	4.8	-2.0	-1.2	-1.2
Niger	5.9	0.5	1.2	1.2
Sénégal	5.3	-0.7	-0.7	-0.7
Togo	5.3	0.0	1.3	1.3
UEMOA	5.8	0.3	0.9	0.9

Sources : FMI, INS, calculs BCEAO

5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Avec le maintien de ses adjudications au taux fixe de 2,00% et l'engagement de la BCEAO à accompagner le financement des économies de l'Union, les conditions de mobilisation de ressources au niveau des marchés monétaires poursuivraient leur détente. La hausse attendue des concours de la BCEAO et des besoins réels des banques renforcerait les agrégats monétaires. En effet, les prévisions des besoins réels de liquidité pour la proche période se situeraient autour de 3.378,2 milliards sur le guichet hebdomadaire, en hausse de 85,5 milliards ou 2,6% par rapport à la réalisation au 2 octobre 2020.

En conséquence, selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 32.617,3 milliards en septembre 2020 contre une réalisation de 28.234,5 milliards un an plus tôt. La hausse de 4.382,8 milliards (ou +15,5%), qui en résulterait, serait imputable à la progression de 3.674,1 milliards (+11,8%) des créances intérieures et à la consolidation de 977,7 milliards des actifs extérieurs nets. En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration centrale (+2.788,9 milliards ou +32,0%) et à celle des créances sur l'économie (+885,2 milliards ou +3,9%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin septembre 2020, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+2.240,6 milliards, soit 18,3%) et de la circulation fiduciaire (+1.089,5 milliards, soit 17,8%).

5.4. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles à ce jour font état de la poursuite de la tendance haussière du taux d'inflation, à +2,9%, en glissement annuel, à fin septembre 2020, après une réalisation de 3,3% le mois précédent. Le maintien du rythme ascendant du niveau général des prix est essentiellement imputable à la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays de l'Union. Cette évolution serait en lien avec l'approvisionnement insuffisant des marchés, induit par la baisse de la production agricole dans certains pays de l'Union. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est accru de 4,6 points ou 5,0% en septembre 2020, un plus haut niveau depuis février 2020. Les accroissements concernent les prix des huiles végétales, du sucre, des céréales et des produits laitiers, atténués par la poursuite de la tendance baissière des prix de la viande.

Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations							Prévision
	Dec 17	Dec 18	Dec 19	May 20	Jun 20	Jul 20	Aug 20	Sep 20
Produits alimentaires et boissons	0.5	0.0	-0.5	1.3	1.3	1.7	2.5	2.3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0
Habillement	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Logement	0.0	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.2
Ameublement	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.0
Santé	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Transport	0.1	0.3	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.0
Communication	-0.2	0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1
Loisirs et culture	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Enseignement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Restaurants et Hôtels	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
Autres biens	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Ensemble	0.9	1.1	-0.5	1.8	1.8	2.5	3.3	2.9

Sources : INS, BCEAO

La reprise de la demande mondiale, suite à l'assouplissement des mesures de confinement liées à la Covid-19 dans de nombreux pays, et les perspectives de réduction de l'offre en lien avec les conditions météorologiques défavorables expliquent la tendance haussière des prix des produits alimentaires importés. L'offre locale des produits alimentaires serait réduite par l'excès de la pluie, notamment dans les pays sahéliens, et les difficultés d'approvisionnement des marchés.

Sur la proche période, le taux d'inflation maintiendrait sa progression, à respectivement +3,4% en octobre et +3,2% en novembre, à +3,0% en décembre 2020, en raison essentiellement de la poursuite de la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, dans un contexte où les marchés seront insuffisamment approvisionnés par les produits locaux. Le regain de dynamisme de la demande en produits alimentaires et sanitaires renforcerait la dynamique haussière des prix à la consommation. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'établirait à +2,3%, après une réalisation de -0,7% en 2019, sous l'influence de la hausse des prix des produits alimentaires et de la reprise des cours du pétrole.



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	août	août	déc	juillet	août.(*)	juillet	août.(*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-3.5	-5.6	2.8	9.8	-4.0	-3.5	-1.8
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0.3	-0.8	0.1	0.6	0.2	-1.0	0.0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0.6	0.4	0.4	-1.0	0.8	-0.1	0.2
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-4.4	-5.1	2.3	10.3	-5.0	-2.4	-2.0
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	-0.2	-0.6	-0.3	0.4	-0.7	-0.1	-0.2
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0.2	-0.6	-0.3	0.4	-0.7	-0.1	-0.2
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	0.1	-0.3	1.6	0.1	-0.2	0.1	0.2
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0.4	-0.2	0.7	0.7	0.0	-0.1	0.1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0.4	-0.1	1.0	-0.5	-0.2	0.2	0.1
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES	-0.7	-0.1	1.1	0.3	0.2	0.7	1.0
Véhicules automobiles neufs	-0.8	0.2	0.3	1.0	-0.3	0.8	0.3
Véhicules automobiles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Motocycles neufs	-0.2	-0.4	0.3	-0.1	-0.2	0.1	0.2
Motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0.3	0.1	0.5	-0.5	0.7	-0.1	0.4
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PRODUITS PETROLIERS	2.5	0.8	3.5	0.1	0.9	-4.4	-4.6
Produits pétroliers	2.5	0.8	3.5	0.1	0.9	-4.4	-4.6
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	-0.6	0.5	-0.5	-2.7	2.5	-0.4	1.5
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0.6	0.5	-0.5	-2.8	2.5	-0.3	1.6
Parfumerie et produits de beauté	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	-0.1
PRODUITS DIVERS	0.3	0.0	0.7	-1.9	-0.4	0.5	0.1
Machines de bureau et matériel et informatique	0.1	0.4	-0.2	0.0	0.3	0.1	0.0
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	-0.2	-0.2	-0.1	0.3	-0.8	0.5	0.0
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0.4	0.3	0.3	0.2	-0.1	-0.2	-0.5
Autres produits	-0.1	-0.4	0.7	-2.4	0.1	0.1	0.6
INDICE GLOBAL	-2.3	-5.2	9.0	6.2	-1.8	-7.1	-3.8

Source : BCEAO

(*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2018	2019		2020		2020	
	août	août	déc	juillet	août.(*)	juillet	août.(*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-0.4	-3.5	2.6	-0.1	-0.9	2.0	1.4
Pétrole brut et gaz naturel	1.7	-0.4	0.6	0.5	0.7	-0.3	0.1
Minerais d'uranium et de thorium	-2.0	-0.8	0.5	-0.2	-0.8	0.6	0.3
Minerais métalliques	-0.1	-1.9	1.0	-0.5	-0.1	1.1	0.6
Autres minerais	0.1	-0.2	0.3	-0.3	0.0	0.0	0.1
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1.5	1.3	3.0	1.9	2.6	-0.9	-0.4
Produits alimentaires et de boissons	-0.4	2.6	-2.1	2.7	1.7	-0.5	0.9
Produits à base de tabac	-0.1	0.1	0.9	0.1	-0.1	0.1	0.0
Textiles	0.0	0.3	0.8	0.3	-0.8	0.4	0.0
Articles d'habillement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Cuirs; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0.0	0.0	0.1	0.0	-0.2	0.3	0.1
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0.4	-0.1	0.2	0.0	0.0	0.4	0.5
Papier, carton et articles en papier et en carton	-0.3	0.3	0.2	0.3	-0.3	0.2	0.2
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0.1	-0.2	0.1	0.0	-0.2	0.0	-0.2
Produits pétroliers raffinés	0.7	-1.1	1.0	-1.0	0.2	-0.6	-0.8
Produits chimiques	2.2	-1.2	2.0	-1.9	1.9	0.1	-0.4
Caoutchouc et matières plastiques	0.7	0.3	-0.3	1.2	0.5	0.1	-0.1
Autres produits minéraux non métalliques	-0.4	0.7	1.0	0.3	-0.7	0.2	0.4
Produits métallurgiques de base	-1.0	-0.9	0.5	-0.1	0.0	-0.5	0.2
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0.4	0.1	-1.1	-0.1	0.5	-0.6	-0.5
Machines et matériel n.c.a.	0.2	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0	-0.1
Machines et appareils électriques n.c.a.	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres matériels de transport	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0.0	0.2	0.1	0.4	-0.4	0.0	-0.2
Produits de récupération	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	-0.5	-0.2	1.6	0.0	-1.3	0.6	0.2
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	-0.4	-0.3	1.3	-0.4	-1.1	0.2	0.1
Eau	0.0	0.1	0.1	0.4	-0.4	0.4	0.0
Indice Général	0.6	-2.4	7.3	1.8	0.5	1.7	1.1

Source : BCEAO

(*) données provisoire, CVS

Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)

	Niveau moyen mensuel				
	2017	2018	2019	2020	
	août	août	août	juillet	août (*)
NATURE DU DEBITEUR					
Etat et organismes assimilés	6.09	6.87	6.42	5.24	6.03
Particuliers	8.62	8.39	7.15	7.43	7.09
Clientèle financière	7.71	8.08	6.98	8.06	6.88
Sociétés d'Etat et EPIC	7.37	5.35	6.94	8.25	7.61
Assurances-Caisses de retraite	8.48	7.57	9.44	7.09	7.39
Entreprises privées du secteur productif	6.50	6.85	6.32	6.46	6.61
Entreprises individuelles	6.90	6.23	9.01	8.70	7.91
Coopératives et groupements villageois	8.12	9.49	9.24	9.67	3.98
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	8.47	8.59	8.48	7.98	8.11
Personnels des banques	2.32	4.97	2.26	2.51	2.76
Total	6.89	7.04	6.80	6.84	6.82
OBJET DU CREDIT					
Habitation	8.30	8.13	7.73	7.21	7.58
Exportation	7.82	6.87	6.85	7.94	7.22
Equipement	7.28	7.62	8.03	7.75	7.74
Consommation	8.31	8.31	7.09	7.43	6.91
Trésorerie	6.37	6.49	6.33	6.51	6.56
Autres	7.83	7.60	7.37	6.44	6.65
Total	6.89	7.04	6.80	6.84	6.82
DUREE DU CREDIT					
inf ou égale à 1 mois	6.06	6.20	5.92	5.89	5.80
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5.78	5.71	5.52	5.62	5.87
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	7.30	7.81	7.35	7.16	6.65
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	7.93	8.48	8.13	7.96	7.84
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7.36	9.06	8.19	7.28	7.67
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8.49	7.98	6.92	7.94	7.80
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7.82	8.07	7.74	8.05	8.26
Plus de 10 ans	6.28	5.16	6.74	6.68	5.57
Total	6.89	7.04	6.80	6.84	6.82

Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2018	2019	2020		2020		2020	
	août	août	juillet	août (*)	juillet	août (*)	juillet	août (*)
Crédits bancaires totaux	1049.62	1083.41	1164.29	946.52	-9.59	-18.7	-13.42	-12.63
Crédits aux particuliers	171.55	269.49	257.38	244.39	8.99	-5.05	32.42	-9.31
Crédits aux entreprises privées	527.32	562.7	648.29	513.58	-14.02	-20.78	-12.12	-8.73
Crédits aux entreprises du secteur public	45.41	19.98	11.91	3.89	-53.88	-67.33	-67.86	-80.53
Crédits de trésorerie	630.86	576.48	635.31	464.68	-8.37	-26.86	-20.38	-19.39
Crédits de consommation	170.75	264.2	207	236.8	11.93	14.4	22.96	-10.37
crédits d'équipement	90.31	102.86	118.35	98.69	-31.39	-16.61	-37.51	-4.05
Crédits d'habitation	15	16.14	20.33	16.86	-66.51	-17.07	4.28	4.44

Source : BCEAO

Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement
(en milliards, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	47.3	41.5	114.1	22.5	8.2	272.8	69.8	140.4
Burkina	55.3	59.9	92.2	62.9	39.6	159.1	118.2	118.8
Côte d'Ivoire	163.9	193.4	84.7	565.4	110.2	513.0	729.3	240.2
Guinée-Bissau	4.8	2.9	165.8	15.4	2.0	763.4	20.2	410.8
Mali	30.4	92.3	32.9	27.9	9.6	291.2	58.2	57.2
Niger	46.2	34.2	135.2	6.6	1.9	343.7	52.8	146.3
Sénégal	82.6	93.3	88.6	230.4	64.6	356.9	313.1	198.4
Togo	60.3	34.6	174.4	12.7	4.6	275.2	73.0	186.3
UMOA	490.8	552.0	88.9	943.8	240.7	392.1	1,434.6	181.0

Source : BCFAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST